

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3084 - LUNDI 4 DÉCEMBRE 2017

MONDIAL RUSSIE 2018

Groupes corsés pour représentants africains



Pour sa 2^e participation, le Sénégal affrontera la Pologne, la Colombie et le Japon au 1^{er} tour DR

Au regard du Maroc, logé dans le groupe B, aux côtés de l'Espagne et du Portugal; de la Tunisie prise en sandwich entre la Belgique et l'Angleterre dans le groupe G et de l'Égypte (groupe A) qui doit affronter le pays organisateur, la Russie, ainsi que l'Uruguay de Cavani, l'on peut dire que la main innocente n'a pas été très clémente à l'égard des représentants africains à la Coupe du monde qui débutera le 15 juin prochain au pays de Poutine.

Le tirage au sort de vendredi dernier au Kremlin, à Moscou, n'a pas également offert une bien meilleure situation aux deux autres représentants du continent noir que sont le Sénégal et le Nigeria.

Revue des différents groupes en pages 10-11

SÉCURITÉ À BRAZZAVILLE

Un suspect aux arrêts suite aux menaces visant les ambassades de France et des Etats-Unis

Le gouvernement congolais a annoncé, le 1^{er} décembre, par la voix du ministre de la Communication et des médias, l'interpellation par les services de police d'un suspect suite aux menaces d'attaque reçues par les missions diplomatiques

française et américaine installées à Brazzaville.

Sans dévoiler l'identité de l'intéressé, le ministre Thierry Lézin Mougalla a indiqué que l'homme, âgé d'une trentaine d'années, est de nationalité congolaise et de confession

musulmane. Ces menaces sont les premières de ce type visant les chancelleries occidentales dans la capitale congolaise épargnée jusqu'ici, comme l'ensemble du pays, par des actes liés au terrorisme international.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Condamnation unanime de l'agression des journalistes à Brazzaville

Suite à l'agression de plusieurs journalistes de la presse internationale et nationale par des éléments armés, le 30 novembre à Brazzaville, plusieurs voix se sont

levées, demandant notamment que soit diligentée une enquête appropriée pour identifier les auteurs de ces actes et leurs éventuels complices.

Dans une déclaration publiée le 1^{er} décembre, le Conseil supérieur de la liberté de communication a martelé, par ailleurs, que « la liberté de la presse reste un droit inaliénable et une réalité indéniable qui ne souffrira

d'aucun recul au Congo ».

De leur côté, les journalistes congolais réunis autour de la section locale de l'Union internationale de la presse francophone, de l'Observatoire congolais de médias et de l'Association des éditeurs de presse du Congo exigent des pouvoirs publics que les auteurs de ces agressions contre les journalistes soient traduits en justice.

Page 7

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Une société sud-africaine s'engage à investir jusqu'à 200 milliards FCFA



L'échange de parapheurs entre les deux parties

Todi river farms, une société spécialisée dans la production d'intrants agricoles et d'aliments de bétail, vient de nouer un contrat avec l'Etat congolais. Ce bail lui accorde environ quarante mille hectares de terres cultivables à Malolo, dans le district de Louvakou, département du Niari, où la société entend cultiver essentiellement du maïs, du riz, du soja, du

haricot et produire des aliments de bétail. Durant les soixante ans du contrat, la société sud-africaine, représentée lors de la séance de signature de contrat par son directeur général, Déon Lezar, envisage également de développer l'élevage bovin. Le ministre de l'Agriculture, Henri Djombo, a relevé l'intérêt d'un tel investissement pour l'économie congolaise.

Page 3

INTÉGRITÉ TERRITORIALE

Les experts nationaux planchent sur la gestion des frontières

Les membres de la Commission nationale des frontières ont tenu leur session inaugurale, le 1^{er} décembre à Brazzaville, sous la direction du ministre de l'Intérieur, Raymond Zéphirin Mbolou, en vue d'esquisser des propositions au gouvernement sur toutes les questions relatives aux limites du territoire.

Page 2

Éditorial

FMI

Page 2

ÉDITORIAL

FMI

Les travaux qui débiteront demain avec l'équipe que la direction du Fonds monétaire international (FMI) envoie à Brazzaville pour mettre au point l'accord de long terme qui permettra au Congo de franchir la passe difficile provoquée par la chute brutale du prix du pétrole sur les marchés mondiaux, ces travaux donc sont à tous égards essentiels pour notre pays : d'une part, en effet, ils stabiliseront la dette publique que le Congo a accumulée ces dernières années ; d'autre part, ils redonneront confiance aux investisseurs comme aux prêteurs internationaux qui sont prêts à nous accompagner dans notre longue marche en avant ; enfin, ils permettront de mener jusqu'à leur terme les actions engagées dans le but de trouver une issue positive aux crises qui menacent cette partie du monde – Libye, RDC, Centrafrique... – et d'accentuer la lutte pour la protection de l'environnement que nous menons jusqu'à présent sans l'aide de quiconque.

Nous l'avons écrit à plusieurs reprises ces dernières semaines : il serait juste que dans le même temps où le FMI détermine le niveau exact de la dette nationale du Congo et discute avec ses autorités pour en planifier le règlement, les experts qu'il envoie à Brazzaville évaluent de façon objective le montant des sommes que notre pays a dépensées tout au long des dernières décennies pour aider à la prévention ou à la gestion des crises en Afrique centrale et ailleurs sur le continent ; mais aussi que ces mêmes experts prennent en compte le montant des investissements que nous avons consacrés, dans le même temps, à la protection de la nature. Si, en effet, l'on additionne les dépenses effectuées dans ces deux champs, on constatera que le Congo, notre Congo, a dépensé des dizaines de milliards de dollars ou d'euros pour aider la communauté internationale.

Il revient, bien sûr, aux techniciens de la finance de chiffrer ces interventions et de dire précisément comment leur montant pourrait être déduit de la dette congolaise ; mais tous ceux qui se pencheront de façon objective sur le double dossier de l'appui que nous apportons à nos peuples frères et du travail que nous accomplissons pour protéger la nature dont dépend l'avenir de l'homme partageront, nous en sommes convaincus, l'idée que nous formulons ici. Le Congo étant l'un des pays africains qui lutte le plus pour ramener la paix là où elle est menacée par la violence ou par la suractivité humaines, peut-on, honnêtement, ne pas en tenir compte dans les discussions qui vont débiter ?

Les Dépêches de Brazzaville

SÉCURITÉ

Les experts nationaux planchent sur la gestion des frontières

Les membres de la commission nationale des frontières ont tenu, le 1er décembre à Brazzaville, leur session inaugurale sous la présidence du ministre de l'Intérieur et président de ladite commission, Raymond Zéphirin Mboulou, pour élaborer des propositions qui seront soumises au gouvernement.



Les participants à la rencontre «Adiac vard de développement », a déclaré le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.

Dans son discours d'ouverture des travaux, Raymond Zéphirin Mboulou a relevé l'importance de la gestion harmonieuse des frontières pour les pays. « ...les conflits et des guerres de l'histoire de l'humanité sont les effets de la lutte pour la terre, pour l'eau, pour l'exclusion et pour les frontières. C'est pour cette raison que l'Union africaine a initié un programme dit programme des frontières qui fait obligation aux Etats, d'ici à 2022, de parachever la délimitation et la démarcation des frontières interafricaines issues de la colonisation », a-t-il indiqué.

Dans le même ordre d'idées, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a ajouté que les Etats ont pris l'engagement de créer des conditions pour qu'à l'horizon 2063, aucun conflit entre nations africaines ne provienne d'un désaccord dû à une question de frontières.

« Traiter des frontières, c'est évoquer l'espace sur lequel l'Etat est appelé à exercer sa

souveraineté. C'est sur cet espace où est établie la population ; d'où elle tire tout ce qui est indispensable pour son existence », a précisé Raymond Zéphirin Mboulou.

Au regard de l'importance de la question en débat, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a invité les experts à examiner, avec toute l'attention nécessaire, les dossiers qui leur sont soumis pour le bénéfice du Congo, des Etats limitrophes et partant, de l'Afrique tout entière. « Les frontières doivent exprimer clairement la crédibilité et l'intégration de nos Etats. Elles doivent devenir non pas des zones de séparation ; mais celles de convivialité et de sécurité humaines. Si l'Afrique veut devenir forte, si elle veut relever le défi de la mondialisation et de la modernisation, elle devrait penser à s'unir et non en s'érigant des barrières internes ; mais en les rendant fluides, en se les appropriant afin qu'elles constituent le boule-

En outre, a-t-il poursuivi, dans le cadre de l'exécution du programme des frontières de l'Union africaine, le Congo a signé, il y a deux ans, un protocole d'accord avec un groupe français pour les travaux de cartographie. Les résultats desdits travaux, a-t-il renchéri, ont été restitués par le secrétaire permanent de la commission.

Notons que les pères fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine avaient, le 25 mai 1963, au moment de la création de cette organisation, longuement débattu de la question des frontières et produit une déclaration devenue célèbre, la déclaration de juillet 1964 au Caire (Égypte), sur l'intangibilité des frontières issues de la colonisation. Cette déclaration a été érigée en principe capital dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, en juin 2000, à Lomé au Togo.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint : Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre

Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagnia

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Eyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Une société sud-africaine prévoit d'investir 200 milliards FCFA

Spécialisée dans la production des intrants agricoles et aliments de bétail, la société Todi river farms a signé avec le gouvernement, le 1er décembre à Brazzaville, un contrat de bail l'autorisant à lancer ses activités à Malolo (Louvakou), dans le département du Niari.

L'entreprise agricole a obtenu une étendue d'environ quarante mille hectares de terre arable, qu'elle devrait y produire essentiellement du maïs, du riz, du soja, et du haricot. Durant les soixante prochaines années prévues dans le bail, les exploitants sud-africains réaliseront également l'élevage des bovins. La culture du maïs, nécessaire à la production des aliments de bétail, va augmenter l'offre agroalimentaire du Congo, a estimé le directeur général de l'agriculture, Simon Dieudonné Savou. « La production des aliments de bétail permettra de développer notre élevage », a-t-il lancé.

Au plan de développement local, la société Todi river farms pourrait, à terme, créer environ deux cent cinquante emplois directs et plus de mille emplois indirects par campagne. Le

cahier de charges permet également un transfert de compétences, puisque les techniciens vont devoir former de nouvelles générations d'exploitants agricoles congolais.

Conscient du pari, le directeur général de Todi river farms, Déon Lezar, a promis de mettre en valeur les quarante mille hectares de terre. « Notre société a pu accompagner plusieurs fermiers. Nous sommes un partenaire parfait, parce que nous sommes sûrs de mettre en pratique ce projet agricole », a-t-il déclaré. Saluant l'excellence des relations entre le Congo et l'Afrique du Sud, le ministre de l'Agriculture, Henri Djombo, a déclaré que les activités agricoles et agroindustrielles contribueront, sans nul doute, à booster le secteur et à assurer l'autosuffisance alimentaire au Congo. Notons que la cérémonie de la signature du contrat de bail entre le gouvernement et la société Todi river farms s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de l'Afrique du Sud au Congo, Richard Baloyi.

Fiacre Kombo

Erratum

Dans notre parution n°3082 nous avons écrit, dans l'article "Bien-tôt l'interconnexion entre le Congo et le Gabon", en page 3 : ... avec quelque 11 milliards de francs CFA par an vers la première année d'exploitation... Lire plutôt avec quelque 11 milliards de francs CFA par an vers la quatrième année d'exploitation.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Congo renforce ses relations avec l'Ucac-Icam et Total E & P

Le ministre de tutelle, Bruno Jean Richard Itoua, a échangé, le 30 novembre à Brazzaville, avec le directeur de l'Institut Ucac-Icam, Mathieu Gobin, et le directeur général de Total E & P Congo, Pierre Jessua.

Ouverte en 2002 à Pointe-Noire, l'Université catholique d'Afrique centrale-Institut catholique des arts et métiers (Ucac-Icam) accueille le premier cycle de la formation d'ingénieur ainsi qu'une formation de techniciens en maintenance industrielle par apprentissage. Selon son nouveau directeur, Mathieu Gobin, qui a pris ses fonctions en septembre dernier, son institut et le Congo entendent s'asseoir pour revoir ce partenariat qui est placé sous convention avec le gouvernement. De son côté, le ministre Bruno Jean Richard Itoua a voulu s'assurer que les diplômés délivrés par cet institut répondent bel et bien aux exigences de l'enseignement supérieur au Congo.

« Il a été question de s'assurer que nous répondons le plus possible aux besoins des entreprises, que nous garantissons l'employabilité des jeunes qui sortent de notre institut. J'étais très sensible à ces discussions, puisque nous traversons aujourd'hui un contexte économique difficile pas seulement au Congo mais dans la sous-région et, pour nous, cela reste une préoccupation majeure », a expliqué Mathieu Gobin à la presse.

Interrogé sur l'inadéquation qui existe entre la formation et le marché de l'emploi au Congo, il a indiqué



Le ministre de l'Enseignement supérieur échangeant avec le DG de Total E&P Congo/Photo Adiac

qu'Icam, présent sur six campus en France, est une école qui est tournée vers l'entreprise. Pour lui, leur groupe a près de soixante entreprises partenaires à Pointe-Noire. « C'est vrai qu'aujourd'hui nous avons un secteur pétrolier qui est un peu ralenti, mais cela ne nous empêche pas de chercher d'autres opportunités dans les autres secteurs, je pense notamment au secteur agroalimentaire qui est à vocation de se développer également », a-t-il poursuivi, invitant Bruno Jean Richard Itoua à l'inauguration du nouveau campus de l'Ucac-Icam, prévue en février 2018, à Pointe-Noire.

Renforcer la coopération avec Total E & P Congo

Avec Pierre Jessua, le ministre de l'Enseignement supérieur a évoqué les accords passés entre les deux parties, notamment l'accompagnement de cette compagnie pétrolière à l'Université Marien-Nguoubi.

En effet, ce partenariat vise, entre autres, à financer certains projets de l'enseignement supérieur par le ministère des Hydrocarbures et la société Total E & P Congo. Les deux personnalités ont aussi parlé du projet de « Classes renforcées » au lycée Victor-Augagneur de Pointe-Noire. « Total E & P a depuis un certain nombre d'années financé le projet, sur les classes renforcées à Pointe-Noire qui permet aux jeunes de pouvoir accéder à la fois au baccalauréat français scientifique S et au baccalauréat C congolais. Donc nous avons regardé comment nous pouvons donner une chance supplémentaire à ces jeunes dans les études supérieures et comment nous pouvons avoir une collaboration plus étroite entre les actions déjà entreprises par Total et des choix stratégiques qui pourraient être proposés par l'enseignement supérieur », a conclu Pierre Jessua.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Emmanuel Macron, décomplexé sur l'Afrique?

Avec qui le président français -cela ne sert à rien de répéter qu'il est jeune, c'est une évidence-, conduira-t-il sa politique audacieuse en direction du continent noir ? Il en a bien sûr énoncé les grands principes lors de son « grand oral » à l'Université 1 de Ouagadougou, au Burkina Faso, le 28 novembre. Devant huit-cents jeunes étudiants attentifs, mais exigeants quand on pense à la série de questions qu'ils ont ensuite posées à leur éminent hôte dont c'était le premier échange officiel de ce type avec l'Afrique sept mois après son installation au palais de l'Élysée.

Emmanuel Macron a ensuite, le lendemain, poursuivi le débat, disons les débats avec ses homologues chefs d'Etat à Abidjan, en Côte d'Ivoire, autour du partenariat Europe-Afrique. Pour couronner le tout par l'étape d'Accra, au Ghana, la dernière de sa tournée essentiellement ouest-africaine. Choisira-t-il, un jour, peut-être, de visiter l'Afrique centrale, et pourquoi pas les autres grands quartiers de ce continent lié avec son pays par l'histoire?

Au moins lui, à la différence de ses prédécesseurs, n'est pas venu en Afrique en triomphateur, comme ce fut le cas de l'un d'eux à Benghazi, ou même en donneur de leçon -, une bravade appelant une autre, quand à Dakar, au Sénégal, le discours de celui-ci sur

les civilisations acheva de discréditer sa connaissance même de l'histoire de l'humanité. Enfin, c'est à peu près sur ce ton-là que les intellectuels du continent prirent le contre-pied des vues de l'ancien président français, Nicolas Sarkozy.

Professer à la face d'un monde gouverné par les idées reçues et les faux-fuyants que « Je suis d'une génération de Français pour qui les crimes de la colonisation européenne sont incontestables et font partie de l'histoire ». Et plus loin que « Je me reconnais dans les voix d'Albert Londres et d'André Gide, qui ont dénoncé les milliers de morts du Chemin de fer du Congo, et je n'oublie pas que ces voix alors ont été minoritaires en France comme en Europe », cela brise les tabous que certains milieux, dans le pays et le continent de naissance d'Emmanuel Macron, ne souhaitent aucunement voir tomber.

Jamais ces milieux aussi divers que variés, qui vont du monde politique au monde intellectuel et socio-économique, en passant par celui des médias, n'admettent que la colonisation est un crime perpétré contre l'Afrique. On se souvient encore de la levée de boucliers soulevée par Emmanuel Macron, alors candidat déclaré à l'Élysée, lorsqu'au cours d'un voyage en Algérie, en février 2017, il rappela la posture criminelle de l'entreprise coloniale telle qu'elle marque à jamais les relations entre Paris et Alger. De retour en France, il dû retourner la langue cent

fois pour trouver le propos acceptable pour l'écoute de puissants milieux drapés depuis toujours dans leur complexe de supériorité. L'incident fut péniblement clos.

Le chef de l'Etat français a encore des jours devant lui pour vérifier si ses équipes sont disposées à l'accompagner sur la voie qu'il vient de tracer à travers son discours de Ouagadougou. Car repenser « à la bonne échelle » la relation entre l'Afrique et la France suppose d'avoir chez l'un et l'autre partenaires des hommes et des femmes engagés pour la cause. La première chose serait donc, évidemment, de décomplexer totalement la nature de cette relation.

S'il trouve que le visage actuel de l'Afrique n'est pas celui de ses dirigeants, force est de constater que de l'autre côté aussi, les aspirations actuelles de l'Afrique ne sont pas appréhendées de la même façon dans son Hexagone paternaliste. Il pourrait donc passer un peu de temps, peut-être même beaucoup de temps à convaincre autour de lui pour mener à bien son projet.

À la vérité, il faut prier que dans cette vision d'une relation Afrique-France débarrassée de préjugés, Emmanuel Macron ne se retrouve pas seul à vouloir ce que de robustes lobbies en Afrique même, chez lui, en France, et sur le Vieux continent n'aimeraient pas voir réussir : permettre à l'Afrique de décoller !

Gankama N'Siah

SOCIÉTÉ PETRO SERVICES CONGO SUBSEA & BARGES DIVISION

Société à responsabilité limitée unipersonnelle
Capital : 10.000.000,00 de francs CFA
Siège social : Boulevard Charles De GAULLE n°241,
Centre-ville, Pointe-Noire
République du Congo,
R.C.C.M.: CG/PNR/09B 1172

Aux termes du procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 2 novembre 2017, dûment enregistré le 30 novembre 2017 à la recette de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre de Pointe-Noire Centre, sous le numéro 8331, folio 216/12,

Il a été décidé par l'associée unique de la société PETRO SERVICES CONGO SUBSEA & BARGES DIVISION de la dissolution et de la radiation au registre du commerce et du crédit mobilier de Pointe-Noire de la société PETRO SERVICES CONGO SUBSEA & BARGES DIVISION.

Le dépôt légal de ce Procès-verbal d'Assemblée Générale Ordinaire du 2 novembre 2017, objet des présentes a été effectué au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 30 novembre 2017 et enregistré sous les numéros 17 DA 1449.

Pour avis,
Le Cabinet d'Avocats GOMES.

DÉPÔT À LOUER

Dépôt à louer de 250m² sur 7m de hauteur sur l'avenue principale en face du Port autonome de Brazzaville.
Contact : 06 656 80 00
06 884 28 12

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Les familles Ngouloubi et Akondjo Oléngoba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis(es) et connaissances le programme des obsèques de leur fille et nièce la nommée Akondjo Geldia Junella, décédée le 18 novembre 2017 à l'hôpital Pierre-Mombengo, se présente de la manière suivante:

Lundi 4 décembre 2017

-9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville

-10h00: recueillement au domicile familial sis rue Konda n°25 Talangai

-14h00: départ de la dépouille pour le cimetière privé Bouka

- 16h00 : fin de la cérémonie



NÉCROLOGIE

Siméon Ntsayouolo, agent des *Dépêches de Brazzaville*, Dieudonné Ganglia et les enfants Ngakosso ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, beau-frère et père, le sergent chef de la police, Julien Ngakosso, survenu le 28 novembre 2017 à Brazzaville des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient à Talangai en face de l'ex-usine Kronenbourg, quartier Fleuve Congo. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



SANTÉ PUBLIQUE

70 000 personnes vivent avec le VIH au Congo

L'information a été donnée par le ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, rendant publique la déclaration du gouvernement, le 30 novembre, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre le sida commémorée le 1er décembre sur le thème: « Droit à la santé ».

La déclaration du gouvernement souligne que pour la journée de lutte contre la pandémie du sida, le pays a concentré ses priorités sur les droits liés au dépistage du VIH en milieu jeune, estimant que l'accès au dépistage du VIH au bénéfice des femmes, des filles et des adolescents constitue un droit fondamental visant à réduire le nombre de nouvelles infections dans la population sexuellement active et productive. Parmi les 70 000 personnes vivant

sions religieuses, les administrations ainsi que les partenaires techniques et financiers pour un soutien et des engagements solides.

À en croire la déclaration, le ministère de la Santé a pris plusieurs initiatives, en collaboration avec ses partenaires, pour anticiper le risque de la pandémie. Parmi celles-ci, figurent le lancement de l'enquête comportementale couplée à la sérologie VIH chez les professionnels du sexe (les hommes ayant des rapports sexuels entre eux dans cinq localités du pays); la signature d'un accord pour la création d'un 3e centre de traitement ambulatoire à Owando, chef lieu du département de la Cuvette, etc.

Jacqueline Lydia Mikolo a également indiqué que le Congo s'est doté des cadres straté-

plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH ait accès au traitement contre cette pandémie. Près de quatorze millions de personnes, poursuit le message de la directrice régionale, ont eu la vie sauve avant la fin de cette année. « La région est donc sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de mettre vingt-trois millions de personnes sous traitement d'ici à 2020. Il s'agit là d'une avancée majeure mais le droit à la santé pour tous n'est pas encore devenu une réalité. Les jeunes, les femmes restent exposés à un risque élevé de contracter le VIH », souligne le message.

En 2016, près de 1,2 million de personnes ont contracté le VIH dans la région africaine. Selon les estimations, six millions de personnes vivant avec le VIH ne connaissent pas toujours



La ministre rendant publique la déclaration du gouvernement/Adiac

avec la maladie au Congo, le ministre de la Santé et de la population, qui s'est référée aux estimations de 2017, a expliqué que 73% de celles-ci ne savent pas qu'elles sont porteuses du VIH.

Aussi le ministère se propose-t-il d'organiser une campagne de dépistage du VIH au profit des filles, des jeunes et des femmes dans tous les départements du pays, à travers le Programme national de lutte contre le sida, en partenariat avec le Conseil national de lutte contre le VIH/sida. Cette campagne permettra d'avoir un meilleur accès dans tous les services de prévention et de prise en charge de la maladie.

Le but est de remobiliser les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, le réseau national de personnes vivant avec le VIH, les confes-

giques de lutte contre le VIH et le sida couvrant la période 2003 à 2018. Elle a invité la population à saisir les opportunités offertes en ce qui concerne l'accès libre aux préservatifs; la gratuité des services de dépistage anonyme et volontaire ; la disponibilité des antirétroviraux et le déploiement des unités de dépistage mobile du VIH à travers tout le pays.

Mettre fin au sida dans la région africaine d'ici à 2030

Selon le message de la directrice régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique lu par la Représentante de cette institution au Congo, Fatoumata Binta Tidiané Diallo, le nombre de décès liés au sida dans la région a diminué, passant de plus de 1,5 million en 2005 à environ 720 000 en 2016. C'est une première qu'en Afrique, a révélé l'OMS,

leur statut sérologique. Près de douze millions de personnes n'ont pas accès au traitement antirétroviral et plus de la moitié des personnes sous traitement anti-VIH ont encore des niveaux détectables du virus.

Une meilleure santé sans stigmatisation ni discrimination

La directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, a, pour sa part, invité les femmes et les hommes à parvenir au meilleur état de santé, dans son message publié à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida. L'Unesco, a-t-elle assuré, doit garantir à tous le droit à une éducation de qualité, parce que la santé et l'éducation sont indissociables. Le lien qui les unit est au cœur du programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la stratégie de l'Onusida 2016 à 2021.

Lydie Gisèle Oko

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

L'ambassade de Chine offre du matériel à la Fondation Congo Assistance

Un échantillon du don a été remis par l'ambassadeur de Chine, Xia Huang, à la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, qui représentait l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Gusso, présidente de la Fondation et de l'OPDAS-Congo.

L'aide de l'ambassade de Chine a été offerte, le 1^{er} décembre à Brazzaville, au cours d'une cérémonie liée à la journée mondiale de lutte contre le sida. Il est composé, entre autres, de tubes de prélèvement, de seringues, de préservatifs masculin et féminin, du coton absorbant, de l'alcool, etc. Ce don comprend également du matériel aratoire (houes, pelles, chapeaux en bambou tressé...) nécessaire pour les activités génératrices de revenus des femmes.

Selon le coordonnateur des programmes de l'Organisation des premières dames d'Afrique contre le Sida (Opdas)-Congo, ce don permettra de relancer des activités au niveau des centres des femmes et des filles construits dans quatre départements du pays. Ces centres, en effet, connaissent une baisse d'activités due aux difficultés financières.



Un échantillon du don

« Ce genre d'actes de solidarité et de générosité de grandes envergures consistant à sortir les femmes et les filles de l'ignorance et de l'exposition à toutes sortes de risques, sont des faits marquants de l'histoire qui élèvent les femmes et les hommes qui les rendent possibles. Nous invitons des partenaires et autres organisations à participer à ces activités, en apportant à ces centres un appui multiforme », a lancé le Dr Ben-

jamin Atipo. Les centres des femmes et des filles construits à Gamboma, Ewo, Kinkala et Sibiti sont un service public qui vise à contribuer à la réduction de la vulnérabilité au VIH/sida à travers des loisirs, l'information, la formation, la documentation, la prise en charge paramédicale et psychosociale des personnes vivant avec cette maladie.

Le coordonnateur de l'Opdas-Congo a aussi rappelé de

nombreuses actions menées en collaboration avec le ministère de la Santé ainsi que le Conseil national de lutte contre le sida et les épidémies pour renforcer la réponse nationale à la pandémie du VIH. Après avoir salué « la bonne marche » de la coopération sino-congolaise, la ministre de la Santé et de la population a remercié le gouvernement chinois pour son appui au peuple congolais dans divers

domaines.

Pour sa part, l'ambassadeur Xia Huang a saisi cette opportunité pour louer les efforts de l'épouse du chef de l'Etat, engagée depuis des années dans la lutte contre le sida. Il a, en outre, renouvelé la volonté de son pays d'accompagner la Fondation Congo Assistance dans la réalisation de certains projets d'importance sociale.

A noter que le Congo et la République populaire de Chine disposent d'excellentes relations de coopération et d'amitié scellées depuis 1964. Cette coopération s'illustre non seulement par des échanges économiques entre les deux pays, mais aussi par la mise en œuvre d'importants projets.

En quelques années, l'infection par le VIH et le sida est devenue une des causes majeures de décès à travers le monde et constitue, aujourd'hui, dans de nombreux pays, la première cause de mortalité des jeunes et adultes. La journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée le 1^{er} décembre de chaque année, est l'occasion d'une mobilisation mondiale contre cette pandémie, où des actions d'information, de prévention et de sensibilisation sont conduites.

Yvette Reine Nzaba

DROITS DE L'HOMME

Les commissaires de police appelés à respecter les délais de garde à vue

Le rappel a été fait par le procureur de la République, près le Tribunal de grande instance de Brazzaville, André Ngakala Oko, le 1^{er} décembre, lors d'une descente dans les commissariats de police de Talangaï et Djiri.

Du Commissariat central de Kibéliba où il a démarré sa ronde, en passant par ceux du marché Talangaï, du rond-point Antonio Agostinho Neto à Petit-chose et celui du marché Massengo dans le 9^e arrondissement, Djiri, André Ngakala Oko s'est voulu plus pédagogique.

A chaque étape, il a rappelé aux Officiers de police judiciaire (OPJ) quelques notions préliminaires de droit commun, liées au respect des droits et libertés fondamentales. André Ngakala Oko s'est appesanti surtout sur les conditions d'arrestation, de détention et de respect des délais de garde à vue dans leurs cellules de détention.

Conformément à la loi, a-t-il renchéri, le délai de garde à vue est établi à 72 heures, soit trois

jours. Il ne peut être prolongé que sur instruction du procureur de la République. Dépasser ce délai, le prévenu doit être remis en liberté ou transféré au parquet pour la suite de la procédure, selon les cas, a indiqué le procureur de la République.

« Je viens ici, sur instruction du ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, me rendre compte si les OPJ respectent les délais de garde à vue dans leurs geôles, car nous devons faire attention aux droits de l'homme, parce que la personne humaine est sacrée », a-t-il expliqué.

Dans sa ronde, André Ngakala Oko a aussi insisté sur les conditions d'arrestation des prévenus, lesquelles se font le plus souvent dans la pire violation des droits et liberté fondamentales. « Il faut traiter humainement les détenus. Je lance un vibrant appel aux officiers de police judiciaire de la ville de Brazzaville, de respecter les droits de l'homme en matière de garde à vue. Les commissariats de police ne sont



André Ngakala Oko s'entretenant avec les OPJ photo Adiac

pas des prisons », a-t-il insisté. Au Commissariat central de police de Kibéliba, un échantillon de six malfrats avérés grands bandits dans les quartiers et saisis avec des armes blanches, a été présenté au procureur de

la République. Sur le champ, André Ngakala Oko a enjoint le commissaire central de cet arrondissement de les transférer dès lundi au parquet, pour la suite de l'instruction.

Cette campagne de sensibili-

sation intègre le plan de sécurisation de la population et de leurs biens pendant la période des fêtes de fin d'année. Elle se poursuivra prochainement dans la partie sud de Brazzaville.

Firmin Oyé

RENCONTRE CITOYENNE

Les lycéens de Thomas-Sankara « A » sensibilisés au «vivre ensemble»

L'Association désir d'unité (ADU) que dirige le député Jean de Dieu Kourissa a échangé, le 1er décembre, avec les élèves du lycée du 9e arrondissement de Brazzaville, Djiri.

La rencontre, placée sur le thème : « Les aspects du vivre-ensemble en milieu scolaire », a regroupé un échantillon d'apprenants des classes de seconde, première et terminale du lycée Thomas-Sankara « A ». Un choix très justificatif, car cet établissement est en tête de peloton des écoles où règnent les antivaleurs à Brazzaville. Ce qui a réjoui son proviseur, Célestin Ebata. « Le vivre ensemble est très capital dans la mesure où les citoyens aspirent toujours à la liberté, un des droits cardinaux des êtres humains. Les hommes que nous sommes, aimons toujours vivre en liberté même si quelque fois nous ignorons le prix à payer pour parvenir à ces instants de joie », a-t-il fait savoir.

Exposant sur cette thématique, le vice-président de l'ADU, Auguste Nsonissa, a évoqué les aspects philosophique, éthique, historique, symbolique, idéologique, socioculturel, scientifique, juridique et méthodologique. En effet, la communication de ce philosophe, enseignant à l'université Marien-Ngouabi, a suscité un intérêt particulier auprès des

élèves, surtout ceux de la classe de terminale.

De son côté, le président de l'ADU, Jean de Dieu Kourissa, a rappelé que cinquante-neuf ans après la proclamation de la République du Congo, les valeurs de celle-ci ont encore du mal à prendre corps dans la société. D'où, a-t-il dit, le nombre croissant de messages et d'interpellations des uns et des autres en vue de l'intégration et de l'appropriation des concepts caractérisant

les amitiés qu'on construit le vivre ensemble. Nous sommes venus vous dire que votre devenir dépend de votre capacité à partager ensemble les valeurs de la République, des valeurs que le lycée Thomas-Sankara vous enseigne. A ces valeurs, chers amis, les difficultés et les souffrances ne manqueront pas », a-t-il souligné.

Les jeunes, l'avenir du pays

Selon le président de l'ADU, le message profond que véhicule la

le travail qui, à son tour, conditionne le progrès. L'école est pour cette association, a-t-il rappelé, un outil indispensable de lutte contre le repli identitaire, un lieu idéal pour la promotion du vivre ensemble. « Vous êtes le Congo de demain, alors prenons tous conscience de l'immensité de la tâche qui vous incombe car demain se prépare aujourd'hui. Le lieu dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui, est un lieu essentiel pour le développement de tous. L'appren-

en, professeurs et élèves, se sentent bien et en sécurité », a-t-il poursuivi.

Le député Jean de Dieu Kourissa a, par ailleurs, appelé tout le monde à la responsabilité, surtout les enseignants qui, de par leur fonction d'éducateurs, à former les citoyens engagés qui ont une attitude juste, plus honnête, plus responsable. « La défense des valeurs du vivre ensemble est la meilleure façon de consolider la cohésion nationale. Nous osons croire que nous pouvons compter sur vous, jeunes qui êtes l'espoir de notre pays, que vous saurez transcender les défis qui se présenteront à vous en faveur du vivre ensemble. Car, telle est la mission que nous vous confions à travers ce genre d'échanges, parce que, conscient du fait que l'avenir d'une nation ne peut se trouver que dans la capacité à éduquer ses enfants », a-t-il conclu.

Notons que l'ADU a pour but de faire vivre l'unité et le vivre ensemble. De ce fait, elle lutte contre le repli identitaire par l'éducation sur toutes ses formes ; contribue à la consolidation de l'unité nationale et la paix dans un esprit de justice sociale. Cela en vue de favoriser l'égalité de droits et de chances à travers des actions éducatives, culturelles, sportives ; promouvoir le patriotisme et la tolérance en privilégiant les intérêts du Congo.

Parfait Wilfried Douniama



Les élèves/ crédit photo Adiac

la République. « Les meilleures amitiés sont celles qu'on tisse sur le banc de l'école. C'est par

devise nationale du Congo: « Unité, travail, progrès », n'est pas à dessein car l'unité vient avant

tissage est plus efficace et les performances sont plus élevées dans un lieu scolaire où cha-



Union européenne

SEMAINE DES DROITS DE L'HOMME

en République du Congo

du 1er au 13/12/2017





#EU4HumanRights

Conférence de presse de lancement
> 4/12, 15h

Visite de projets
> 8/12, 8h-13h

Projection du film « FELICITE »
> 8/12, 18h - IFC

Finale du Concours de plaidoirie
> 13/12, 14h30 - IFC

...et plein d'autres activités à découvrir

> sur notre site : https://eeas.europa.eu/delegations/congo-brazzaville_fr

> sur notre page facebook : www.facebook.com/ducongobrazza/

> ou en appelant au : 06 973 65 33







AGRESSIONS CONTRE DES JOURNALISTES

Le régulateur appelle à une enquête pour appréhender les auteurs

Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a condamné, le 1er décembre à Brazzaville, les violences commises la veille contre les hommes des médias, avant d'exhorter les autorités compétentes à diligenter une enquête afin d'appréhender les auteurs de ces actes.

S'exprimant dans une déclaration, le régulateur des médias a condamné « avec véhémence les actes crapuleux orchestrés intentionnellement contre des journalistes dans l'exercice de leurs fonctions, actes contraires à l'esprit de la démocratie et de l'Etat de droit ».

Aussi a-t-il exhorté « les services compétents de la police à diligenter une enquête appropriée en vue d'identifier et d'appréhender les auteurs et complices de ces violences et voies de fait, et à tout mettre en œuvre pour restituer le matériel confisqué aux ayants droit par le

truchement du Conseil ».

Le Conseil a, en outre, lancé un appel aux professionnels de l'information et de la communication à observer le calme et s'est engagé « à assurer un suivi méthodique de cette situation jusqu'à son terme ».

Le ministre en charge de la Communication, Thierry Lézin Mougalla, s'est entretenu

dernier a annoncé l'ouverture d'une enquête policière pour identifier et punir les auteurs de ces agressions.

L'UPF, l'AEPC et l'OCM lèvent également la voix

De leur côté, l'Union internationale de la presse francophone (UPF/Congo), l'Association des éditeurs de presse du Congo (AEPC) et l'Obser-

voire congolais des médias (OCM). dans une déclaration rendue publique le 2 décembre, ont décrié aussi « fermement l'agression barbare menée par des éléments armés en civil non identifiés » sur les professionnels de l'information, le 30 novembre dernier. « Réunis ce samedi 2 décembre à la Maison de la presse du Congo, à Brazzaville, nous exprimons notre indignation suite aux actes d'agression corporels et matériels perpétrés par les éléments armés non identifiés contre les journalistes de la presse nationale et internationale en plein exercice de leur métier », ont souligné ces trois organisations dans une déclaration commune. Ainsi, pour faire la lumière sur cette agression, elles demandent aux autorités compétentes de diligenter une enquête afin d'arrêter et de traduire en justice les auteurs de « ces actes qui n'honorent pas le Congo qui ne figure pas sur la liste des pays prédateurs de la liberté de la presse ». Ces

trois organisations de défense des intérêts des journalistes demandent, par ailleurs, la restitution du matériel de travail subtilisé auprès des journalistes.

L'UPF, l'AEPC et l'OCM ont, en outre, rappelé aux autorités les dispositions de la loi sur la liberté de l'information et de la communication, notamment en ses articles 4 et 7. En effet, ceux-ci soulignent le libre accès aux sources d'information et prônent la satisfaction des attentes du public en matière d'information et de communication.

Rappelons que cette déclaration fait suite à l'agression des journalistes dans l'enceinte du journal *La Semaine africaine*, le 30 novembre dernier, alors qu'ils attendaient couvrir la conférence de presse que devait animer Me Yvon Eric Ibouanga, avocat du détenu André Okombi Salissa.

Christian Brice Elion et Parfait Wilfried Douniama

Ces trois organisations de défense des intérêts des journalistes demandent, par ailleurs, la restitution du matériel de travail subtilisé auprès des journalistes.

ce samedi avec les journalistes ayant été victimes de ces « actes barbares » et a promis d'informer le Premier ministre, Clément Mouamba. Ce

vatoire congolais des médias (OCM). dans une déclaration rendue publique le 2 décembre, ont

BRAZZAVILLE

Le maire central veut privilégier les besoins prioritaires

Roger Christian Okemba a lancé, le 1er décembre à Djiri, 9e arrondissement de la ville capitale, l'initiative citoyenne de résolution des besoins prioritaires sur le thème : « Bâtissons Brazzaville ensemble ».

L'initiative citoyenne lancée par le maire central consiste à inciter les citoyens à se solidariser pour se prendre en charge sur les questions d'érosion, d'ensablement, de sécurité, d'adduction d'eau, de transport, de désenclavement des quartiers et biens d'autres. S'exprimant la première lors de la cérémonie de lancement de cette initiative, le maire de Djiri, Ida Victorine Gampolo, a relevé que dans son arrondissement, par exemple, la persistance du phénomène des érosions est due au fait que les citoyens achètent des parcelles de terrain sur les versants de collines.

Roger Christian Okemba, prenant la parole à son tour, a indiqué que l'Etat, actuellement confronté à une crise, ne peut faire face à tous les problèmes des citoyens. Les Brazzavillois, à l'image des habitants d'autres villes africaines, peuvent, a-t-il suggéré, se cotiser pour améliorer leur cadre de vie en pavant les rues ou avenues de la capitale. Evoquant la solidarité qui peut permettre de venir à



Le maire de Brazzaville lançant l'initiative citoyenne/Adiac

bout de certaines situations telles les érosions, il a indiqué : « Il faut qu'il y ait une mobilisation contre l'érosion au préalable. J'avais visité une érosion et demander aux citoyens riverains de se cotiser et ils l'ont fait, voilà des initiatives à suivre ».

Sur le plan démographique, le maire a fait savoir que d'une manière générale, la population africaine devrait doubler les années à venir. Le seul moyen pour le Congo, par exemple, à endiguer l'insé-

curité serait de renforcer le système de contrôle démographique. « Nous devons mettre un accent particulier sur le contrôle des habitants. J'encourage ce qu'a dit un chef de quartier en proposant la mise en place de chefs de rue. Il y va de la vie de nos concitoyens. La police doit être tout temps informée », a souhaité Roger Christian Okemba.

Pour stimuler la fluidité dans les déplacements, le maire de Brazzaville a promis de mobi-

liser des engins pour boucher les mares d'eau et niveler les rues et avenues secondaires afin de désengorger la circulation routière.

Le message du maire a suscité plusieurs réactions des chefs de quartier de Djiri. S'agissant des érosions, ils ont sollicité que les déchets collectés par la société Averda et des épaves de voitures soient jetés dans ces endroits. D'autres ont souhaité la réouverture des rues principales pour permettre la libre circulation des habitants.

Rappelons que la ville de Brazzaville avait connu une pareille expérience avec l'aide des citoyens, il y a près d'une décennie. Il s'agit notamment de micros réalisations lancées par l'Union européenne en collaboration avec les chefs de quartier. Ce programme en milieu urbain avait favorisé la construction, dans les années 2000, des passerelles, toilettes publiques et le réhabilitation des écoles, marchés publics et centres de santé intégrés.

Fortuné Ibara

AIDE HUMANITAIRE

L'ONU réclame 22,5 milliards de dollars pour 2018

L'appel humanitaire « record » permettra de venir en aide aux personnes touchées par les conflits et les catastrophes dans le monde.

« Les conflits, en particulier les crises prolongées, continueront à représenter la cause principale des besoins. En 2018, un plus grand nombre de personnes que jamais par le passé auront besoin de notre assistance. Cent trente-six millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire dans vingt-six pays », soit plus de 5% de plus que cette année, a expliqué le secrétaire général adjoint des Nations unies aux Affaires humanitaires, Mark Lowcock, cité dans l'appel.

L'ONU ne pouvant aider tout le monde - pour des raisons notamment de sécurité, mais aussi dans certains cas du fait du manque de coopération des autorités ou d'autres parties en conflit - les plans coordonnés des Nations unies permettront de fournir une assistance et une protection à seulement quatre-vingt et onze millions de personnes.

Les fonds demandés - en hausse de 1% sur un an - constituent un « nouveau record », souligne l'ONU. Sur les 22,5 milliards réclamés par cette institution, 7,66 milliards sont destinés à la crise syrienne. Sans surprise, le conflit syrien, qui dure depuis 2011, reste, en effet, la première priorité de l'appel 2018, entre l'aide fournie à l'intérieur du pays (11,2 millions de personnes recevront une assistance) et celle fournie aux

réfugiés et communautés qui les accueillent dans les pays limitrophes (5,2 millions de personnes concernées).

Le Yémen, en proie à la plus grave crise humanitaire au monde, est la deuxième priorité de cet appel : l'ONU demande 2,5 milliards de fonds (+7% sur un an) afin de soutenir 10,8 millions de personnes vulnérables, soit un peu moins de la moitié des personnes qui ont réellement besoin d'aide dans ce pays. Les autres crises majeures sont le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Nigeria.

L'ONU estime, par ailleurs, que dans un certain nombre de pays, les besoins humanitaires diminueront mais resteront considérables, comme en Afghanistan, en Ethiopie, en Irak, au Mali et en Ukraine. Les besoins augmenteront en revanche « significativement » au Burundi, au Cameroun, en Libye, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan.

Du côté des catastrophes, les Nations unies estiment que les sécheresses, les inondations, les ouragans et autres désastres naturels créeront également des besoins humanitaires. « Certains spécialistes prévoient un risque accru de tremblements de terre en 2018 », note l'organisation.

Les appels humanitaires sont rarement couverts à 100% par les donateurs. A la fin novembre, l'ONU n'avait reçu que treize milliards de dollars sur 22,2 demandés pour 2017.

Josiane Mambou Loukoula

G5 SAHEL

La France abritera une réunion internationale

Le président français, Emmanuel Macron, va inviter ses homologues et des partenaires clés du G5 Sahel à une rencontre dans la capitale française, à laquelle seront conviés les « partenaires clés de la force conjointe, de l'UE, des ONU et de l'UA », a annoncé l'Elysée, en marge du 5e sommet Union africaine (UA)-Union européenne (UE) à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

La présidence française estime que pour remporter des victoires, il faut « aller plus vite sur le déploiement des forces G5 Sahel ». Elle constate que la mise en place de la force n'avance pas assez vite et que les terroristes ont enregistré des victoires militaires et symboliques, notamment au Niger, a souligné l'Elysée, ajoutant qu'« il est urgent de renverser la tendance ». « Ce sera une

accélération du calendrier de soutien à la force. Nous voulons amplifier cette force en termes d'effectifs militaires et de moyens », a déclaré le président français, Emmanuel Macron. La France envisage aussi de convier l'Arabie saoudite, a-t-on précisé.

La nécessité d'accélérer le déploiement de la force multinationale G5 Sahel (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso et Mauritanie) a été à l'ordre

du jour du sommet UA-UE. Cette question de sécurité revêtait une importance capitale au moment où l'Afrique de l'ouest en particulier connaît une montée en puissance de groupes djihadistes, en partie liée à la désespérance de la jeunesse africaine.

L'UE affiche son soutien au G5 Sahel, qui s'efforce de mettre en place une force antidjihadiste dans cette région, mais le financement de cette force est largement insuffisant. Seule la moitié de son budget a été réunie, bien qu'il ait été divisé par deux, à 240 millions d'euros.

Nestor N'Gampoula

CLIMAT

Barack Obama défend l'Accord de Paris

L'ex-président américain, l'un des artisans du texte, a dénoncé le 1er décembre la « pause du leadership » des Etats-Unis dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il faisait allusion à la décision prise par son successeur, Donald Trump, de se retirer de l'accord.

« C'est un accord qui, bien que nous ayons une petite pause dans le leadership américain, donne à nos enfants une chance de se défendre face aux bouleversements de la planète », a déclaré Barack Obama, lors d'une conférence à New Delhi, organisée par le quotidien Hindustan Times.

Même si depuis son départ du pouvoir, en janvier dernier, il s'exprime peu sur le président républicain qui s'est attelé à démanteler les mesures prises au cours de ses deux mandats,

Barack Obama est monté au créneau, cette fois, pour défendre l'accord de Paris. Le prix Nobel de la paix 2009 ne veut nullement que le gouvernement américain s'y retire puisque ce document est le premier pacte engageant tous les pays à limiter le réchauffement climatique.

« La bonne nouvelle, c'est qu'aux Etats-Unis, vous avez des États, des entreprises et des universités et des villes qui continuent à œuvrer pour que l'Amérique respecte les engagements que nous avons contractés », a ajouté l'ancien locataire de la Maison-Blanche.

Barack Obama figure parmi les chefs d'Etat qui avaient largement porté l'accord de Paris, que les États-Unis ont ratifié deux mois seulement avant l'élection de Donald Trump.

En juin dernier, ce milliardaire qui, pourtant dans le passé qualifiait le réchauffement climatique de « canular », avait annoncé le retrait des États-Unis de l'accord. Malgré cela, ce désengagement ne pourra être effectif avant novembre 2020. Cette décision de l'actuel patron de la Maison-Blanche est vivement contestée tant à l'étranger qu'au sein même de son pays, où des métropoles et des États ont annoncé qu'ils continueraient à prendre des mesures pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Adopté par la communauté internationale en décembre 2015, l'accord de Paris vise à contenir le réchauffement planétaire sous 2°C par rapport à la période préindustrielle.

N. N'G.

AFROBOX

Planifiez désormais votre consommation de gaz domestique avec le détendeur **VALMECA - 54.098**



Fabriqué en Espagne par Valmeca Spain, S.L. selon la norme Européenne EN12864

CE

Livré en boîte individuelle

Le détendeur **valmeca** est un dispositif avec manomètre et clé incorporée

- un contrôle parfait du niveau de votre gaz (Butane)
- un système de sécurité avancé
- un raccordement facile à la bouteille (12- 35kg)
- un moyen sûr pour prévenir les ruptures brusques

c'est pourtant simple !

CONTACTS :

Brazzaville

Tél : (+242)- 05 610 49 24 / 06 877 89 91 / 04 440 45 65

Pointe Noire

Tél: (+242) - 05 608 56 26 / 06 487 43 20

Kinshassa

Tél: (+243) - 898 274 733

CHRONIQUE

Fête de la réconciliation en Afrique du Sud

A L'origine controversée, cette fête nationale doit se pérenniser car elle a pour objectif principal de raffermir une nation au passé tumultueux. Appelée autrefois le jour du Vœux (Day of the Vow) par les Afrikaners qui commémoraient leur victoire sur les armées zouloues, confère la bataille de Blood River (« rivière de sang ») en 1838, elle était aussi un symbole fort pour l'African national congress (ANC) qui célébrait, de son côté, la création de son organisation militaire, le 16 décembre 1961. Cette date, fériée depuis 1911, est devenue depuis la fin de l'apartheid, le jour de la réconciliation.

De nombreux incidents ont émaillé son parcours qui n'est assurément pas un long chemin tranquille et les différentes communautés sont encore loin d'avoir façonné une mémoire collective commune sur l'histoire du régime ségrégationniste d'apartheid, qui réduisit les Noirs à l'état de sous-citoyens pendant des décennies.

D'aucuns pensent que sous l'impulsion de Nelson Mandela «les Sud-Africains ont essayé d'exorciser leur passé trop rapidement», avec la célèbre «Commission Vérité et Réconciliation» (TRC) présidée par Desmond Tutu, dont les travaux ont commencé dès 1996.

La TRC a pourtant beaucoup fait, il faut bien le reconnaître, pour rapprocher bourreaux et victimes, en accordant aux premiers, sous certaines conditions, une amnistie s'ils acceptaient de confesser leurs crimes. Mais vingt ans après, certaines

plaies demeurent encore ouvertes.

Même la décision de rebaptiser une artère du Cap du nom de Frederik Willem de Klerk, dernier président de l'apartheid et co-Prix Nobel de la paix avec Nelson Mandela, avait suscité des grincements de dents dans la communauté noire qui lui reproche d'avoir été chef de l'État à une époque où les services spéciaux torturaient et tuaient les militants noirs.

Certains discours du président Jacob Zuma ne sont pas non plus de nature à apaiser le climat car il y accuse régulièrement l'apartheid et les Blancs d'être à l'origine des difficultés actuelles.

Il ne faut donc pas dormir sur ses lauriers mais demeurer en éveil car l'Afrique du Sud n'en est encore qu'à ses premiers pas et le but ultime du voyage ne semble pas encore atteint, d'après M. Harris, de la Fondation Mandela.

La grande majorité des Sud-Africains vit dans une réalité encore très fortement héritée de l'apartheid, ils en conçoivent de la colère. Aussi les vieilles divisions et les vieux schismes semblent-ils plus marqués aujourd'hui.

Il y a eu, certes, l'apparition de classes moyenne et riche noires, mais les habitants des bidonvilles demeurent quasi exclusivement noirs tandis que les beaux quartiers du Cap ou de Johannesburg sont encore majoritairement blancs, ce qui ravive les tensions raciales d'antan.

Un sentiment de supériorité chez les Blancs qui perdure et l'actuel discours du pouvoir ne vont pas dans le sens d'une réconciliation. Finalement, l'on se rend compte que ce ne sont essentiellement que les victimes qui ont fait l'effort du pardon, alors que les indemnités n'ont pas été à la hauteur des attentes. La journée de la réconciliation est un jour férié pour commémorer les relations entre Sud-Africains de races différentes. A cette occasion, le président Jacob Zuma a appelé tous les Sud-Africains à perpétuer l'héritage de l'ancien président, Nelson Mandela, et à vivre en harmonie. Pourtant, vingt ans après la fin de l'apartheid, une étude de l'Institut pour la justice et la réconciliation, parue, il y a quelques jours, montre que le désir pour une Afrique du Sud unie est en baisse parmi la population.

L'Afrique du Sud est encore très divisée socialement et géographiquement, c'est ce qu'il faut déplorer car la plus grande mixité attendue dans des espaces réservés ou qui étaient réservés aux Blancs n'a pas été obtenue et les clignotants ainsi que les intérêts de la population sont passés à l'orange.

La réconciliation en Afrique du Sud est un facteur crucial pour une reconstruction réussie de la nation, l'une des conditions essentielles à la réconciliation est l'effacement progressif des différences institutionnalisées par l'apartheid et bannies par le grand Madiba, Nelson Mandela.

Ferréol C.P Gassackys

BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



32" HD : 119 000 FCFA HT

43" FULL HD : 219 000 FCFA HT

50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT

55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT

65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

MONDIAL 2018

Un tirage difficile pour les représentants africains

La clémence n'a pas vraiment été au rendez-vous pour les cinq équipes africaines, puisqu'elles seront opposées, entre autres, au pays-hôte, à l'Argentine de Messi, au Portugal, vainqueur de l'Euro 2016, les outsiders belges ou la Colombie de Radamel Falcao. Revue d'effectif des adversaires.

Pour leur 3^e participation, les Pharaons d'Égypte débiteront contre l'Uruguay et son exceptionnel duo Cavani-Suarez, le lendemain de la fin du Ramadan (estimé du 15 mai au 14 juin 2018). Lors de la 2^e journée, les septuples champions d'Afrique joueront contre le pays-hôte, la Russie, et auront donc le public contre eux. Les hommes d'Hector Cuper termineront par leur match le plus abordable, contre l'Arabie Saoudite. Reste à savoir si Mohamed Salah et ses coéquipiers seront toujours en course.

Le Maroc hérite du groupe le plus relevé, avec l'Espagne, le Portugal et l'Iran. Les Lions de l'Atlas feront leur entrée dans la compétition face à l'Iran, leur adversaire le plus accessible. Pas une formalité face à une équipe présente au Brésil, en 2014. Mais rien de comparable à l'adversité du second match, face au vainqueur de l'Euro 2016 : le Portugal de Cristiano Ronaldo. Les hommes d'Hervé Renard pourraient ensuite jouer leur qualification contre la Roja. Une sélection espagnole redevenue une référence technique après le trou d'air connu

au Brésil (élimination au premier tour).

Dans le groupe D, le Nigeria aura fort à faire avec l'Argentine de Leo Messi, la révélation du dernier Euro, l'Islande et la Croatie de Modric. Pas facile, mais pas impossible pour les Super Eagles de Gernot Rohr, qui vient de prolonger son contrat. Le Nigeria ne devra pas rater son démarrage face aux Vatreni (Flamboyants) de Croatie, avant d'enchaîner par la surprenante Islande. Le clou du spectacle sera le duel, en 3^e journée, face à l'Albiceleste. Que les Super Eagles ont récemment battu en amical. Mais c'était sans Leo Messi qui devra briller en Russie pour espérer remporter son 6^e Ballon d'or. Avec l'Angleterre et la Belgique, la Tunisie aura deux gros matchs à jouer dans le groupe G. Marche Vingt ans jour pour jour après leur duel du Mondial 1998, qui s'était soldé par des violents affrontements dans les rues de Marseille, Lions de Carthage et les Three Lions anglais se retrouveront à Volgograd. Les Nord-africains croiseront ensuite le fer avec la Belgique, qu'ils avaient déjà rencontré en 2002 (un but partout). Mais les Diables rouges, qui font office d'outsider numéro 1, ont pris une autre dimension depuis quinze ans. Pour son ultime match, la Tunisie partira dans l'inconnu total au moment d'affronter le Panama, dont c'est la première participation. A première vue, le Sénégal aura une carte à jouer dans le groupe H avec



la Pologne de Lewandowski en entrée, le Japon du Marseillais Sakai en plat principal et le Colombie de James Rodriguez et Radamel Fal-

cao en dessert. Mais attention à ce que ce menu, avec trois adversaires homogènes, ne devienne pas indigeste. Quart de finaliste en 2002

comme joueur, Aliou Cissé devrait savoir trouver les mots pour guider ses Lions vers les 8^e de finale.

Camille Delourme

Les cinq groupes des équipes africaines au Mondial 2018 (AFP)

Les réactions des sélectionneurs et joueurs africains

Retrouvez les réactions des sélectionneurs et joueurs des équipes africaines engagées dans ce Mondial 2018

Nabil Maaloul (sélectionneur de la Tunisie): «Sans aucun doute, ils (les Belges) sont les favoris du groupe. Leur entraîneur (Roberto Martinez) a un problème de riches. Ils sont clairement les favoris vu ce qu'on a vu ces dernières années. Et pour la deuxième place, je pense honnêtement que nous pouvons rivaliser avec l'Angleterre. La Belgique est l'équipe la plus en forme du moment, mais je pense que nous avons notre chance contre l'Angleterre. Ce sera le

match-clé pour nous. Et en cas de résultat positif, nous avons une chance de nous qualifier. (Ne jouer que le 5^e jour): C'est la chose la plus importante pour nous. J'ai demandé à Dieu de ne pas nous placer dans le premier groupe à cause du Ramadan qui se terminera le 14-15 juin. Et vous connaissez son importance pour nous Musulmans».

Cheikhou Kouyaté (défenseur du Sénégal, au micro de la chaîne RTS): «Le tirage est difficile mais c'est jouable. Contre la Pologne, la Colombie et le Japon, le Sénégal fera face à des nations ayant l'habitude de jouer la Coupe du monde. Mais ça se jouera sur le terrain et cette génération a envie de se battre pour faire

mieux que celle de 2002 (quarts de finale). Nous pensons aller jusqu'en finale, c'est l'ambition de ce groupe».

Cheikh Ndoye (milieu du Sénégal, au micro de la chaîne RTS): «Nous ne craignons aucune équipe. Tout se passera sur le terrain et à ce niveau, il faudrait être prêt. L'objectif, c'est de prendre les matchs les uns après les autres. A notre niveau, on pense forcément à aller jouer le second tour et aller le plus loin possible».

Gernot Rohr (sélectionneur du Nigeria): «Nous sommes dans un groupe intéressant avec des équipes mieux classées que nous par la Fifa. Nous devons bien nous préparer pour notre premier match (face à la Croatie). Nous pourrions jouer un match amical face à la Serbie qui possède un jeu comparable et a battu la Grèce en qualifications. En deuxième match, nous aurons l'Islande, une bonne équipe, forte physiquement et qui possède les meilleurs supporters d'Europe. Avec l'Argentine, ce sera plus difficile de les surprendre, car cette très bonne équipe connaît notre jeu maintenant» (le Nigeria a battu 4-2 l'Argentine en match amical à la mi-novembre).

Odion Ighalo (attaquant du Nigeria): «C'est un groupe difficile pour nous, mais les autres équipes aussi vont devoir se méfier du Nigeria. On peut sortir de cette



Gernot Rohr, le sélectionneur franco-allemand du Nigeria, vient de prolonger son contrat: tous les voyants sont au vert pour les Super Eagles (AFP)

poule. On a ce qu'il faut pour sortir du groupe. L'Islande ne va pas se laisser faire après ce qu'ils ont montré à l'Euro, où ils avaient surpris une équipe comme l'Angleterre.»

Hervé Renard (sélectionneur du Maroc au micro de BeIN Sports): «On a voulu être à cette Coupe du monde, et bien maintenant on y est. On est dans le grand bain, on va jouer deux monstres: le champion d'Europe en titre avec sa grande star Cristiano Ronaldo et puis l'équipe d'Espagne que tout le monde voulait éviter dans ce pot N.2. On en a hérité, merci beaucoup (ironique), et puis l'Iran qui sera (notre adversaire) lors de notre match d'ouverture. C'est déjà un hon-

neur d'être là. Maintenant il ne faut pas se satisfaire d'une participation, il faut y aller avec détermination et croire en nos chances même si ça paraît très difficile pour tout le monde. Ce sont deux pays qui ne sont pas très loin du Maroc. Au Maroc, le championnat d'Espagne, c'est quelque chose dont les gens ne peuvent pas se passer. Ce sera un grand honneur pour le Maroc de jouer cette équipe d'Espagne qui est très forte, et le Portugal, champion d'Europe en titre. Il ne faut pas l'oublier. On va jouer nos matches à Saint-Pétersbourg et à Moscou, c'est sympa quand même. Mais on est pas là pour faire du tourisme (rire)! »

C.D. avec AFP



De gauche à droite: Hervé Renard, Hector Cuper (au second plan), Aliou Cissé et Nabil Maaloul, sélectionneurs du Maroc, de l'Égypte, du Sénégal et de la Tunisie (AFP)

MONDIAL-2018

Choc Portugal-Espagne, accessible pour l'Allemagne, le Brésil et la France

Fortunes diverses pour les nations favorites pour le Mondial 2018: l'Espagne aura fort à faire face au Portugal champion d'Europe, tandis que l'Allemagne tenante du titre, la France et le Brésil jouissent d'un premier tour à leur portée.

Sous les yeux de son président Vladimir Poutine, le pays-hôte russe a hérité d'un groupe plutôt relevé au regard de son niveau actuel, vendredi lors du tirage au sort au Kremlin. S'il jouera son premier match le 14 juin au stade Loujniki de Moscou contre l'Arabie saoudite, il devra ensuite affronter l'Uruguay d'Edinson Cavani et Luis Suarez, et l'Égypte de la star de Liverpool Mohamed Salah.

Favorable pour France et Brésil

Pour les champions du monde allemands, versés dans le groupe F, le tirage au sort effectué en présence du meilleur buteur de la Coupe du Monde Miroslav Klose (16 buts) a été plutôt clément: ses adversaires lors du premier tour seront le Mexique, la Suède et la Corée du Sud. «Ce sont trois équipes très différentes», a observé l'attaquant de la Mannschaft Thomas Müller. «Il faudra nous préparer différemment, selon comment nous serons, le groupe sera facile ou difficile».

Les joueurs de Joachim Löw, qui débiteront leur compétition le 17 juin à Moscou contre le Mexique, n'ont toutefois pas été autant favorisés que les deux autres nations considérées assez unanimement comme les favorites, à savoir le Brésil et la France.

La sélection de Neymar a été versée dans le groupe E, aux côtés de la Suisse, son premier adversaire le 17 juin à Rostov, le Costa Rica et la Serbie. Attention quand même, le défenseur brésilien Thiago Silva avait averti avant le tirage: «la Coupe du Monde, c'est toujours difficile parce que toutes les équipes qui y sont ont mérité d'être là».

Tandis que la France de Didier Deschamps a une nouvelle fois constaté que son sélectionneur était plutôt chanceux lors des tirages au sort: elle débitera sa Coupe du monde face à l'Australie le 16 juin à Kazan, avant de défier le Pérou à Iekaterinbourg le 21 juin et le Danemark le 26 juin à Moscou. Trois sélections franchement abordables pour une nation finaliste du dernier championnat d'Europe, portée par une séduisante génération dont le fer de lance est le Parisien Kylian Mbappé.

C'est «un tirage qui devrait nous permettre d'avancer dans la compétition», a reconnu sur BeIN Sports le président de la Fédération française Noël Le Graët, en avertissant aussi



Gianni Infantino et Vladimir Poutine, présidents de la Fifa et de la Russie (Kirill KUDRYAVTSEV/AFP) L

que si «l'équipe progresse, elle n'est pas encore la meilleure du monde» parce que composée de jeunes joueurs. La suite du parcours pourrait se corser assez vite pour les Français qui affronteraient, en cas de première place de ce groupe C, le deuxième du groupe

D composé de l'Argentine de Lionel Messi - «l'Argentine doit s'améliorer; elle ne peut pas jouer aussi mal qu'elle le fait actuellement», a quand même insisté Diego Maradona proposé au tirage -, de la Croatie, de l'Islande ou du Nigeria.

- Groupe A :** Russie, Arabie Saoudite, Uruguay, Égypte.
- Groupe B :** Portugal, Espagne, Maroc, Iran.
- Groupe C :** France, Australie, Pérou, Danemark.
- Groupe D :** Argentine, Islande, Croatie, Nigeria
- Groupe E :** Brésil, Suisse, Costa Rica, Serbie.
- Groupe F :** Allemagne, Mexique, Suède, Corée du Sud.
- Groupe G :** Belgique, Angleterre, Panama, Tunisie.
- Groupe H :** Pologne, Colombie, Japon, Sénégal.

Malgré tout, l'objectif a été fixé par Noël Le Graët: «être dans le dernier carré», soit un cran au-dessus du dernier mondial achevé en quart de finale face à l'Allemagne de Manuel Neuer.

Chocs Portugal-Espagne et Angleterre-Belgique

Pour la quatrième nation présentée comme favorite, l'Espagne, le premier tour sera un poil plus corsé, puisqu'il l'opposera dès le 15 juin au champion d'Europe en titre, le Portugal, à Sochi. Les deux autres nations du groupe B, le Maroc et l'Iran, ont assis leur qualification sur une redoutable solidité défensive. Attention donc aux matches pièges pour la nouvelle génération espagnole, celle des Koke, Isco, Thiago Alcantara ou Saul Niguez. Le sélectionneur Julen Lopetegui a averti: «ce sont de belles équipes, de bons joueurs, de bons entraîneurs. C'est un groupe compliqué qui va exiger le meilleur de nous-mêmes».

Dans tous les cas, un groupe huppé n'empêche pas d'être champion du monde, au contraire: l'Italie, le grand absent de ce Mondial 2018 l'Espagne et l'Allemagne ont remporté les trois dernières éditions de la Coupe du monde (respectivement 2006, 2010 et 2014) après s'être chacune extraite d'un groupe relevé au regard du classement Fifa.

Camille Delourme avec AFP

Le calendrier complet

Calendrier complet de la Coupe du monde de football (14 juin-15 juillet), dont le tirage au sort a été réalisé à Moscou, le 1er décembre.

Jeudi 14 juin (1^{re} journée)

(18h00, heure locale, 15H00 GMT) Russie - Arabie Saoudite, à Moscou (Loujniki)

Vendredi 15 juin (1^{re} journée)

(17h00, 12H00) Égypte - Uruguay, à Ekaterinbourg
(18h00, 15H00) Maroc - Iran, à Saint-Petersbourg
(21h00, 18H00) Portugal - Espagne, à Sochi

Samedi 16 juin (1^{re} journée)

(13h00, 10H00) France - Australie, à Kazan
(16h00, 13H00) Argentine - Islande, à Moscou (Spartak)
(19h00, 16H00) Pérou - Danemark, à Saransk
(21h00, 19H00) Croatie - Nigéria, à Kaliningrad

Dimanche 17 juin (1^{re} journée)

(16h00, 12H00) Costa Rica - Serbie, à Samara
(18h00, 15H00) Allemagne - Mexique, à Moscou (Loujniki)
(21h00, 18H00) Brésil - Suisse, à Rostov sur le Don

Lundi 18 juin (1^{re} journée)

(15h00, 12H00) Suède - Corée du Sud, à Nijni Novgorod
(18h00, 15H00) Belgique - Panama, à Sochi
(21h00, 18H00) Tunisie - Angleterre, à Volgograd

Mardi 19 juin (1^{re} journée)

(15h00, 12H00) Pologne - Sénégal, à Moscou (Spartak)
(18h00, 15H00) Colombie - Japon, à Saransk

Mardi 19 juin (2^e journée)

(21h00, 18H00) Russie - Égypte, à Saint-Petersbourg

Mercredi 20 juin (2^e journée)

(15h00, 12H00) Portugal - Maroc, à Moscou (Loujniki)
(18h00, 15H00) Uruguay - Arabie Saoudite, à Rostov-sur-le-Don
(21h00, 18H00) Iran - Espagne, à Kazan

Jeudi 21 juin (2^e journée)

(17h00, 12H00) France - Pérou, à Ekaterinbourg
(19h00, 15H00) Danemark - Australie, à Samara
(21h00, 18H00) Argentine - Croatie, à Nijni Novgorod

Vendredi 22 juin (2^e journée)

(15h00, 12H00) Brésil - Costa Rica, à Saint-Petersbourg
(18h00, 15H00) Nigéria - Islande, à Volgograd
(20h00, 18H00) Serbie - Suisse, à Kaliningrad

Samedi 23 juin (2^e journée)

(15h00, 12H00) Belgique - Tunisie, à Moscou (Spartak)
(18h00, 15H00) Allemagne - Suède, à Sochi
(21h00, 18H00) Corée du Sud - Mexique, à Rostov-sur-le-Don

Dimanche 24 juin (2^e journée)

(15h00, 12H00) Angleterre - Panama, à Nijni Novgorod
(20h00, 15H00) Japon - Sénégal, à Ekaterinbourg
(21h00, 18H00) Pologne - Colombie, à Kazan

Lundi 25 juin (3^e journée)

(17h00, 14H00) Arabie Saoudite - Égypte, à Volgograd
(18h00, 14H00) Uruguay - Russie, à Samara

(20h00, 18H00) Espagne - Maroc, à Kaliningrad

(21h00, 18H00) Iran - Portugal, à Saransk

Mardi 26 juin (3^e journée)

(17h00, 14H00) Danemark - France, à Moscou (Loujniki)
(17h00, 14H00) Australie - Pérou, à Sochi
(21h00, 18H00) Nigéria - Argentine, Saint-Petersbourg
(21h00, 18H00) Islande - Croatie, à Rostov-sur-le-Don

Mercredi 27 juin (3^e journée)

(17h00, 14H00) Corée du Sud - Allemagne, à Kazan
(19h00, 14H00) Mexique - Suède, à Ekaterinbourg
(21h00, 18H00) Serbie - Brésil, à Moscou (Spartak)
(21h00, 18H00) Suisse - Costa Rica, Nijni Novgorod

Jeudi 28 juin (3^e journée)

(17h00, 14H00) Japon - Pologne, à Volgograd
(18h00, 14H00) Sénégal - Colombie, à Samara
(20h00, 18H00) Angleterre - Belgique, à Kaliningrad
(21h00, 18H00) Panama - Tunisie, à Saransk

Samedi 30 juin (huitièmes de finale)

(17h00, 14H00) 1^e groupe C - 2^e groupe D, à Kazan (H1)
(21h00, 18H00) 1^e groupe A - 2^e groupe B, à Sochi (H2)

Dimanche 1^{er} juillet (huitièmes de finale)

(17h00, 14H00) 1^e groupe B - 2^e groupe A, à Moscou (Loujniki) (H5)
(21h00, 18H00) 1^e groupe D - 2^e groupe C, à

Nijni Novgorod (H6)

Lundi 2 juillet (huitièmes de finale)

(18h00, 14H00) 1^e groupe E - 2^e groupe F, à Samara (H3)
(21h00, 18H00) 1^e groupe G - 2^e groupe H, à Rostov-sur-le-Don (H4)

Mardi 3 juillet (huitièmes de finale)

(17h00, 14H00) 1^e groupe F - 2^e groupe E, à Saint-Petersbourg (H7)
(21h00, 18H00) 1^{er} groupe H - 2^e groupe G, à Moscou (Spartak) (H8)

Vendredi 6 juillet (quarts de finale)

(17h00, 14H00) Vainqueur H1 - Vainqueur H2, à Nijni Novgorod (Q1)
(21h00, 18H00) Vainqueur H3 - Vainqueur H4, à Kazan (Q2)

Samedi 7 juillet (quarts de finale)

(18h00, 14H00) Vainqueur H7 - Vainqueur H8, à Samara (Q3)
(21h00, 18H00) Vainqueur H5 - Vainqueur H6, à Sochi (Q4)

Mardi 10 juillet (demi-finale)

(21h00, 18H00) Vainqueur Q1 - Vainqueur Q2, à Saint-Petersbourg

Mercredi 11 juillet (demi-finale)

(21h00, 18H00) Vainqueur Q3 - Vainqueur Q4, à Moscou (Loujniki)

Samedi 14 juillet

(17h00, 14H00) Match pour la 3^e place, à Saint-Petersbourg

Dimanche 15 juillet

(18h00, 15H00) Finale, à Moscou (Loujniki)

C.D.

FORUM FEMMES S'IMPLIQUENT

Une participation active au troisième panel

Après des exposés des spécialistes, le troisième jour des travaux, des contributions des participantes ont permis d'avoir une vision commune sur les problématiques posées.

La première édition de la Foire aux idées sur les Objectifs du développement durable (ODD), organisée par la Ligue des femmes congolaises pour les élections et l'ONU femmes, a tenu, le 29 novembre, sa troisième journée. Le panel prévu ce jour-là a exposé sur les ODD 6, 7, 13, 15 et 17 portant sur les problématiques sécurité alimentaire ainsi que de la facilité à l'accès à l'eau potable et à l'énergie en RDC.

Comment faciliter l'accès à l'eau et à l'énergie dans le pays ? Comment promouvoir l'hygiène afin de réduire l'insalubrité ainsi que contrôler les maladies infectieuses ? Comment réduire le taux de mortalité maternelle et infantile en RDC ? Comment protéger l'écosystème et donner à la RDC le leadership de la gestion du Bassin du Congo ?, ont été les principales questions auxquelles les spécialistes ont répondu.

Dans leurs interventions, le Pr Dr Céline Sikulisimwa Pole; le Dr Marie Kapepele; l'Ir Bandira; Joëlle Bile Schetter; la bourgmestre de la Commune de Ngaliema, Inona Senga Fatuma; et Charlotte Kiseme Mutwale de la Snel ont insisté sur les actes à poser pour booster l'accès à ces énergies ou pour éviter de salir l'eau et l'environnement. Elles ont toutes responsabilisé la femme dont les actes contribuent à dégrader la situation. « Évitez de salir l'eau, en jetant des déchets dans les caniveaux ou dans les rivières. Posez des gestes conformes », a conseillé le Pr Dr Céline Sikulisimwa.



La salle, lors de la troisième journée

L'Ir Bandira, qui est du ministère de l'Énergie, a partagé avec les femmes présentes sur certains projets initiés en vue d'assurer le bien-être de la population, particulièrement de la femme. Alors que le pédiatre Kapepele, qui a identifié les sept principales causes de mortalité chez les enfants en RDC, a appelé les femmes à voir si ce qu'elles font chaque jour de mauvais peut être changé, après ce forum. De son côté, Charlotte Kiseme Mutwale a appelé les femmes à identifier les cibles de la situation décriée dans l'accès à l'énergie et à ini-

tier des actions précises. Elle a, auparavant, décrié la situation de la Snel qui manque de moyens pour assurer cet accès à l'énergie au bénéfice des ménages. L'entrepreneuse Joëlle Bile Schetter a reproché aux mamans congolaises de ne pas être là où on les attend, notamment dans les réunions et autres forums où leur présence est requise. Pour cette femme d'affaires, en effet, chaque problème peut être transformé en opportunité d'argent. Ce qui l'a conduite à étaler certaines opportunités qu'il y a dans le secteur de l'eau et de l'énergie, en appelant

les femmes à ne pas toujours attendre tout de l'État. Elle a, enfin, appelé les femmes à créer des coopératives et d'autres initiatives privées pour la mise en œuvre des projets. Joëlle Bile a également conseillé de privilégier l'entrepreneuriat social, celui qui met en œuvre des projets bénéfiques à la société. Pour la bourgmestre de Ngaliema, qui devait répondre sur la salubrité dans sa municipalité et à Kinshasa, cette question est d'abord mentale. Conseillant d'appuyer l'éducation à la base, elle a noté que la femme a toujours contribué au dé-

veloppement de la société, contrairement à ce qui se dit. « La femme est un véritable agent de développement. Il y a dans tous les domaines de la vie, les femmes qui ont excellé », a soutenu la bourgmestre, avant de souhaiter une véritable décentralisation pour que les autorités à la base se sentent redevables vis-à-vis de leurs électeurs. Ces exposés ont appelé des contributions de beaucoup de femmes qui ont proposé des solutions aux différentes problématiques soulevées.

Lucien Dianzenza

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Essor et Ucofem organisent une tribune populaire pour les entrepreneuses

L'activité a eu lieu, le 29 novembre à Kinshasa, sur le thème « Réforme du code de la famille : quelles implications pour les droits économiques des femmes entrepreneuses ? »

Des thématiques importantes ont été développées par les différentes oratrices au cours de l'échange initié dans le cadre du lancement de la campagne sur l'autonomisation économique des entrepreneuses du programme Essor, qui coïncide avec la campagne de seize jours d'activisme contre les violences faites aux femmes menée par l'Union congolaise des femmes des médias (Ucofem). Me Pélagie Ebembo, juriste de son état, a axé son intervention sur les innovations du code de la famille et les opportunités pour les entrepreneuses. Bety Mulanga de l'Afeco a, pour sa part, plâché sur la promotion de l'entrepreneuriat féminin en RDC et l'encadrement des femmes à la base.

Quant à la coordinatrice nationale de l'Ucofem, Anna Mayimona, elle s'est appesantie sur la contribution des médias à l'épanouissement de l'entrepreneuse en RDC. Pour sa part, la coordinatrice adjointe de l'Ucofem, Francine Umbalo, a exposé sur la mission de cette structure qui assure la pro-

motion de la voix de la femme dans et à travers les médias ainsi que les différentes réalisations de cette association nationale regroupant des femmes des médias.

La responsable du projet anti corruption à Essor, Sharan Parmar, qui a lancé la campagne sur l'autonomisation économique des femmes congolaises, a déclaré que l'égalité homme-femme tout comme l'autonomisation des femmes et le plein exercice de leurs droits sont les conditions essentielles pour la réalisation de développement socio-économique du Congo et la réduction de la pauvreté. Les femmes, a-t-elle reconnu, figurent parmi les premiers acteurs qui réinvestissent leurs revenus dans leur famille et dans les communautés. « *Bien que la plupart des femmes prennent en charge des affaires de leur famille, elles doivent faire face à plusieurs contraintes. Elles continuent à gagner moins que les hommes ; de plus, elles se sont concentrées dans les domaines de l'activité économique le plus précaire et moins rentable que les hommes. Les femmes congolaises en particulier doivent faire face aux nombreuses pratiques de la corruption y compris les abus de pouvoir qui exploitent leur*



Les oratrices au cours de la tribune d'expression des entrepreneuses

statut économique. Ces abus comprennent les tracasseries, le monnayage des services de l'État voire l'exploitation sexuelle de ces femmes », a fait savoir Sharan Parmar.

L'organisation de cette campagne est la réponse à donner à toutes ces difficultés décrites par les femmes. Elle vise à leur offrir

un pouvoir équitable et à renforcer leur capacité d'action dans la promotion de leur autonomisation économique. Pour ce faire, Essor s'est fixé trois objectifs, à savoir amener les Congolaises à être capables de prendre des décisions économiques, faire bénéficier aux entrepreneuses d'une amélioration de leurs pratiques

commerciales et renforcer leur pouvoir de négociations. Les différents exposés ont édifié les participantes qui ont souhaité voir de telles tribunes d'expression devenir une habitude pour leur permettre d'échanger entre elles pour favoriser la prospérité de leurs affaires.

Aline Nzuzi

CONSOMMATION

Pas de rupture de stocks à Kinshasa et Matadi

Le gouvernement central a lancé une mise en garde à l'encontre des opérateurs économiques tentés de verser dans la spéculation à l'approche des fêtes de fin d'année. En guise de signe de décrispation, les services du ministère de l'Économie sont priés de suspendre les contrôles sur toute l'étendue du territoire national.

Les autorités nationales, à travers la mesure forte prise, veulent s'assurer que les familles congolaises disposent des produits alimentaires en cette période de fin d'année. N'étant plus astreint aux contrôles visant les stocks et les prix des produits de première nécessité, le secteur privé a obtenu gain de cause. Depuis le 14 novembre dernier, en effet, le chef de l'État lui-même s'était prononcé en faveur d'une telle suspension jusqu'à nouvel ordre. Toutefois, il est toujours possible pour le ministère de l'Économie d'envoyer, à tout moment, des missions de surveillance des stocks et des prix pour lutter contre toute forme de spéculation en ce moment festif.

Il reste, néanmoins, un point sur lequel les milieux d'affaires espèrent engager très vite un débat. Il s'agit

de l'allègement des taxes et autres frais au cours de cette période exceptionnelle pour leur impact direct sur les prix. Pour l'instant, rien n'est acquis au sujet de cette requête. Le ministère de l'Économie ayant invité le secteur privé à lui adresser une correspondance officielle avec des copies pour chaque institution concernée. Pour ce département ministériel, c'est la seule façon d'accélérer une prise de décision gouvernementale sur ce dossier.

Entre-temps, la commission « suivi des prix » continuera à fonctionner normalement. Elle est appelée à jouer un rôle crucial dans la définition des stratégies de baisse des prix des produits de première nécessité. L'objectif poursuivi étant de protéger au mieux le pouvoir d'achat des consommateurs. C'est, d'ailleurs, à l'issue de la dernière réunion qu'une évaluation a pu avoir lieu sur les stocks et les prix disponibles. La rencontre a mis autour d'une table les experts du ministère de l'Économie et les membres de la Fédération des entreprises du Congo, la Confédération des petites et moyennes entreprises congolaises et la Fédération nationale des artisans, petites et moyennes entreprises.

Laurent Essolomwa

LIBERTÉS PUBLIQUES

L'ACAJ et le BCNUDH dénoncent le rétrécissement de l'espace démocratique

A la suite des événements du 30 novembre, les deux structures de défense des droits de l'homme exigent aux autorités congolaises de mettre fin à tout acte tendant à violer le droit de manifester qui est constitutionnel.

Pendant que le bilan officiel de la police tardait à être rendu public, le temps pour les services compétents de rassembler toutes les données, l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) a publié le sien, le même 30 novembre, quelques heures après la marche réprimée de l'opposition. Un bilan salé qui, une fois de plus, charge les forces de l'ordre présentées sous un mauvais jour. En effet, pour l'ONG, les choses sont un peu plus sérieuses que les « quelques arrestations » et les « deux voitures brûlées », selon le bilan officiel établi à chaud, sans forcément prendre en compte tous les contours de l'évènement. L'association de défense des droits de l'homme a dressé le bilan de 235 personnes arrêtées et 78 blessées dont quinze graves. À ce jour, toujours d'après cette ONG, 82 personnes ont été libérées et 153 sont encore détenues arbitrairement. Dans son communiqué, l'ACAJ - qui soutient le caractère légal des manifestations, le droit de manifester étant garanti par la Constitution de la RDC et plusieurs instruments juridiques internationaux qu'elle a ratifiés -, a déploré le comportement incivique de certains éléments de la police. Ces derniers n'auraient pas joué leur rôle en se fai-

sant illustrer par une répression brutale des manifestants mais aussi par l'usage disproportionné de la force sur toute l'étendue du territoire national. « *Les militaires et policiers ont fait l'usage excessif de gaz lacrymogènes et des armes à balles réelles contre des manifestants allant même jusqu'à poursuivre ceux d'entre eux qui s'étaient réfugiés dans des résidences des particuliers* », a indiqué le président de l'Acaj, Georges Kapiamba.

Tout en condamnant la répression répétée des manifestations pour laquelle elle demande aux autorités congolaises d'y mettre fin, l'Acaj « exige une enquête judiciaire indépendante et impartiale pour toutes les répressions des manifestations » et plaide en même temps pour « des poursuites judiciaires contre les responsables de la police qui ont violé les droits fondamentaux reconnus aux citoyens ».

Pour sa part, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a parlé de 186 arrestations, dont 94 remises en liberté, un mort et au moins 18 blessés, certains par balles. Le seul mort documenté par les deux structures a été à Kinshasa sur le site universitaire de l'Unikin selon l'Acaj, et à Butembo selon l'organe onusien.

Le directeur du BCNUDH a déploré, par ailleurs, un excès de zèle dans le chef de certains policiers, vis-à-vis de ses équipes à Goma et à Kinshasa tout en appelant au respect du mandat de la police.

Alain Diasso

BRUTALITÉ SUR LES MEMBRES DU RASSOP

L'UDPS accuse, la police dément

Des élus et responsables de l'opposition ont été interpellés pendant plusieurs heures à Kinshasa, le 30 novembre, lors de la marche initiée par l'opposition radicale contre le maintien au pouvoir de Joseph Kabila.

La marche du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, initiée pour exiger le départ de Joseph Kabila, a, comme il fallait s'y attendre, laissé des traces. Après évaluation, il ressort que plusieurs membres de ce regroupement politique avaient été interpellés par la police et d'autres maintenus pendant de longues heures en garde à vue. Si, de manière générale, les choses s'étaient passées plutôt bien à Kinshasa sans incident majeur, certains coins de la ville en constituent des exceptions, notamment à Limete où se situe le quartier général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti phare du Rassemblement. La police, qui s'est déployée dans les périmètres de la permanence du parti ainsi que le long du boulevard conduisant vers l'échangeur de Limete d'où devait partir la marche, a eu maille à partir avec des manifestants hystériques et fougues. Tirs de



Jean Marc Kabund

somation et gaz lacrymogènes étaient au rendez-vous pour dissuader les jeunes militants dont plusieurs parmi les plus téméraires ont été arrêtés. Au nombre de ceux-ci, quelques cadres du Rassemblement qui étaient censés donner le go de la marche. Le secrétaire général de l'UDPS, Jean-Marc Kabund, ainsi que les députés Martin Fayulu et Jean-Bertrand Ewanga n'ont pas

eu le temps de s'exécuter, tenus à l'œil par la police.

Les trois cadres du Rassop/Limete auraient été happés au lieu de ralliement par les forces de l'ordre et, avec eux, plusieurs militants mobilisés au quartier général de l'UDPS pour battre le pavé. Conduits sans « ménagement » au poste de police de l'échangeur de Limete, ils passeront plusieurs heures avant d'être relâchés. Selon Martin Fayulu qui s'exprimait peu après sa libération, ces moments passés en garde à vue se sont avérés un calvaire au regard des tortures que lui et ses collègues ont eu à subir de la part des agents de la police. Le député affirme avoir été « tabassé » comme un vulgaire malfrat. Dans le lot, il y avait également Augustin Kibassa Maliba, le président de l'UDPS/Kibassa, le député Olivier Endundo et tant d'autres du Rassemblement. Tous ont passé, d'après leurs propres témoignages, un très mauvais moment.

Cependant, le sort du secrétaire général de l'UDPS qui s'est curieusement retrouvé, selon ses proches au camp Kokolo, paraît préoccupant car l'intéressé a fini par être admis, vingt-quatre heures après sa libéra-

tion, dans une formation hospitalière de la place. « Déjà quand il était revenu hier, il se plaignait d'avoir mal partout (...) », a confié son jeune frère David Kabund. Information corroborée par la hiérarchie du parti qui, sans piper mot sur la nature exacte de la violence subie par la victime qu'elle impute du reste à la police, s'est juste limitée à condamner le « comportement barbare et indigne qui ternit l'image de la République ». Du côté de la police, on rejette ces allégations tout en confirmant qu'aucun sévices ni traitement dégradant n'a été infligé à Kabund. Selon le porte-parole de la police nationale congolaise, le colonel Pierrot Mwanamputu, le malheur du secrétaire général de l'UDPS, c'est de s'être retrouvé au mauvais moment et au mauvais endroit, précisément à la station Total que des jeunes délinquants tentaient d'incendier volontairement. Arrêtés par la police, les manifestants, lui y compris, ont été relâchés quarante-cinq minutes plus tard, escortés par la police qui les a déposés chacun à son domicile.

Alain Diasso

EXAMEN DE LA LOI ÉLECTORALE

L'opposition suspend sa participation

Pour les députés de l'opposition, le texte de loi en débat à la commission politique, administrative et juridique (PAJ) de l'Assemblée nationale est susceptible d'institutionnaliser la fraude électorale et d'éliminer certains acteurs politiques du processus électoral.

Le projet de la nouvelle loi électorale en examen approfondi à la commission PAJ avant son adoption en plénière est toujours loin de rencontrer l'assentiment de l'opposition parlementaire. Les membres de cette plate-forme siégeant au sein de cette commission ont finalement décidé de boycotter les travaux pour ne pas cautionner le vote d'un texte qu'ils estiment anticonstitutionnel. Depuis le 1er décembre, en effet, ces députés ont suspendu leur participation aux travaux, arguant que cette loi tend à institutionnaliser la fraude électorale en plus du fait qu'elle cherche à écarter de la course électorale certains acteurs politiques de l'opposition.

S'étant déjà prononcé à ce sujet, l'opposition parlementaire est d'avis que cette loi électorale ne contribue ni à l'unité du pays, ni à l'apaisement social que tous les Congolais épris de paix et de justice appellent de tous leurs vœux. Primo, en son article 10 points 1 et 2, ce projet élargit le champ de condamnation pouvant consacrer l'inéligibilité d'un candidat au mépris de la Constitution qui n'évoque que l'infraction intentionnelle pour justifier une quelconque disqualification d'un postulant. En cela, les députés de

l'opposition pensent que cela est fait sciemment pour écarter certaines personnalités ciblées telles que Moïse Katumbi, Franck Diongo et Jean-Pierre Bemba dont les dossiers judiciaires restent encore pendants.

L'opposition stigmatise également l'article 118 de ladite loi électorale introduisant le principe du seuil légal de représentativité qui « énerve » la Constitution en son article 5 alinéa 4. Ce seuil de 3% des suffrages exprimés, imposé aux candidats aux législatives dans leurs juridictions respectives, tend à favoriser les grandes plates-formes politiques via le regroupement des petits partis de leur obédience au grand désarroi des indépendants exclus de fait du jeu démocratique. Ce qui, pense l'opposition parlementaire, n'est pas de nature à favoriser la cohésion nationale. Bien plus, constatent les députés de l'opposition, le paiement de la caution de 800 000 francs congolais (soit 516 dollars américains) exigée pour chaque candidat est une manière sournoise d'écarter les gagne-petit, faisant ainsi des élections une affaire des seuls nantis. Cerise sur le gâteau, l'introduction de la machine à voter avec tous les risques de fiabilisation relative des résultats tend à jeter un discrédit sur les élections générales sur fond de tripatouillage. Pour toutes ces raisons, les députés de l'opposition ont décidé de suspendre leur participation aux travaux de la commission PAJ sur l'examen approfondi de la nouvelle loi électorale. Dossier à suivre.

A.D.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



HUMEUR

Accents et ponctuation négligés de nos jours

Le constat est réel et pour s'en rendre compte, il suffit de lire les copies de l'épreuve de rédaction ou de l'expression écrite des élèves de 3e ou même celles de dissertation pour ceux de la classe de terminale en passant par celles de ceux qui sont dans les classes intermédiaires. La question que bon nombre de parents et observateurs se posent est : à qui donc la faute ?

N'y allons pas avec le dos de la cuillère pour tenter d'y répondre car la responsabilité des enseignants de français est grandement épinglée. Lorsqu'on voit la réalité en face, disons-le avec franchise, le boulon se desserre depuis le primaire. Là-bas, par exemple, la rigueur n'est plus celle d'antan dans la préparation des élèves à affronter leur premier diplôme d'État, le Certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE), ou encore le concours d'entrée en 6e. Les directeurs des établissements, surtout ceux des écoles privées, se battent plus pour avoir des pourcentages élevés d'admission, sachant pertinemment que leurs candidats n'ont pas de niveau en français et même dans d'autres disciplines. C'est triste !

Tenez ! Demandez au moins à cinq écoliers du CM2 qui viennent d'obtenir leur CEPE de vous orthographier des mots tels que « maîtresse », « blâme », « débiter », « effacer ». À dire vrai, ces élèves écriront ces mots sans accent pour les trois premiers et avec accent aigu pour le dernier. Ne nous nous arrêtons pas là, passons à un autre échantillon d'élèves de la 3e. Proposons leur une petite dictée de quelques lignes dans laquelle on pourrait retrouver autant de signes de ponctuation que d'accents, la déception sera totale. Au hasard, voici ce que nous avons pu lire une fois : « Monsieur comprend seulement ce que je veux dire pourquoi vous soulignez des fautes cela changera en rien ma pensée ». Des écrits indigestes d'un élève qui boudait sa note en français, notamment en rédaction. Son enseignant nous a fait lire sa requête lors de notre enquête.

La chose est pitoyable et cela exige de la part des professeurs de français une sévérité même s'ils ne sont pas les seuls à culpabiliser. La baisse de niveau de nos enfants est aussi due à la complaisance des parents, des surveillants généraux, des directeurs des études, etc. Les élèves choisissent tout le temps certains cours et ne sont pas sanctionnés. Comment comprendre qu'au collège, les élèves, au vu et au su des directeurs et surveillants, se permettent de faire le choix des disciplines alors que celles-ci se valent. « Je me rendrai à l'école à 10 h, je n'assisterai pas aux premières heures de français », entend-on, par exemple, de certains enfants sans être inquiétés devant leurs parents à la maison et aussi à l'école devant leurs encadreurs. Une fois de plus, c'est triste ! Même si l'Internet est venu tout faciliter puisqu'en appuyant telle ou telle autre touche on a la réponse qu'il faut par rapport à la demande faite, le professeur de français est la seule personne capable de guider l'élève dans le labyrinthe de la langue française.

Élèves, assistez aux cours de français.

Faustin Akono

INFRASTRUCTURES

De nombreux projets de la municipalité en pause

La ville de Pointe-Noire devrait bénéficier, depuis 2014, d'un large programme de réalisations dans le cadre de la poursuite de sa modernisation. Parmi les chantiers les plus importants figuraient, entre autres, la construction d'un échangeur au niveau du rond-point d'Avoum; des marchés modernes notamment ceux de Tié-Tié Masola, Mongo Kamba et Ngoyo, ainsi que de nouvelles routes. Malheureusement, ces ouvrages d'utilité commune semblent être perdus en route.



La mairie centrale de Pointe-Noire / photo DR

Chaque année qui passe voit son lot d'ambitieux projets se dévoiler dans la capitale économique du Congo. Certains sont rapidement exécutés tandis que d'autres sont mis au placard pour diverses raisons. Dans son programme de 2014, la municipalité de Pointe-Noire avait notamment prévu plusieurs projets avec pour vocation de transformer cette ville. Mais la plupart de ceux-ci n'ont pas vu le jour et d'autres, déjà en cours de réalisation, ont été stoppés.

C'est le cas des travaux de la route à grande circulation de 2 x 3 voies allant de la CNSS au rond-point Kassaï, jusqu'au marché Savon (avenue de l'Indépendance à Tié Tié) avec un passage supérieur à l'intersection de l'avenue Jean-Félix-Tchicaya, au quartier Saint-Pierre communément appelé OCH. Ce projet qui avait pourtant bien démarré est aujourd'hui au point mort, si bien qu'à chaque pluie, cette route se dégrade multipliant par zéro tous les efforts consentis.

Il faut dire que pour rendre ces travaux possibles et sur instruction du président de la République, un budget de vingt milliards de FCFA était porté au ministère de l'Aménagement du territoire chargé des Grands travaux.

Afin de doter la ville océane d'un réseau routier performant, la municipalité avait inscrit, dans son cahier de charges, la construction d'un échangeur au niveau du rond-point d'Avoum, sur l'avenue Bitelika-Ndombi (route de l'aéroport). Plusieurs années sont passées et rien n'est concrètement fait qui témoigne de la construction imminente de cet ouvrage. La population, quant à elle, dit ne pas avoir vu la moindre pelleuse s'activer sur cette zone.

Dans cette même dynamique de modernisation, il était prévu des opérations d'assainissement des lits des rivières ainsi que la construction des caniveaux. Vingt milliards de FCFA ont également été affectés au ministère de l'Aménagement du territoire pour cette opération. A ce niveau également, le tableau est resté le même et Pointe-Noire connaît toujours un grand problème de drainage des eaux pluviales et usées.

Concernant le Projet eau, électricité et développement urbain (Peedu), les travaux de construction des marchés modernes de Mongo Kamba et de Ngoyo, prévus en septembre 2014, n'ont jusqu'ici toujours pas démarré. Aujourd'hui, le site de Mongo Kamba est occupé par les vendeurs de graviers et celui de Ngoyo sert d'aire de jeu pour les jeunes.

Hugues Prosper Mabonzo

BASKETBALL

Le Play for peace s'apprête à lancer la 3^e édition

L'activité va se dérouler à travers des tournois dits playground, les 16 et 17 décembre à Pointe-Noire, au stade Synergie Sport.

Près de trente-deux équipes masculines et féminines, en catégories juniors et séniors, vont participer aux tournois Playground trois contre trois (Half court), aux matches des étoiles et aux concours de tirs à trois points. Ces différentes activités sportives seront entrecoupées par des prestations diverses des chanteurs locaux, du groupe de danse local et du slam Dunk Contest.

Ces tournois Play for peace sont organisés par l'association Nocko, que dirige Sylvain Mabona, en partenariat avec l'association Synergie Sport, dont l'engagement dans la promotion du sport en



L'affiche de Play for Peace crédit photo «DR»

général et du basketball en particulier auprès de la jeunesse ne se dément plus. En initiant cette activité, les organisateurs sont animés par le souci de cultiver, au sein de la jeunesse, les valeurs de vivre et travailler ensemble. Ils entendent également valoriser la culture sportive comme moyen de compréhension des sociétés et de faire du sport un accélérateur du développement. Ces tournois sont aussi, pour eux, l'occasion de découvrir de jeunes talents et un moment de partage d'émotions fortes autour des idéaux fédérateurs véhiculés par le sport. Play for Peace est un événement sportif gratuit qui s'inspire des événements similaires à travers le monde: Rucker Park à Harlem, Venice Beach à Los Angeles (États-Unis) et Quai 54 à Paris (France).

Hervé Brice Mampouya

FOOTBALL

Rémy Ayayos Ikounga fait ses adieux à l'AC Léopards

Après avoir annoncé, d'un cœur serré, sa retraite sportive aux membres du bureau exécutif des Fauves du Niari, le 30 novembre dernier, le président sortant a prévu une contribution financière à hauteur de 50 millions de F CFA en vue de permettre à ses anciens protégés de maintenir le cap.

Le président de l'AC Léopards a passé le témoin au comité de gestion, en attendant de trouver un nouveau dirigeant à l'équipe, au cours d'une réunion d'urgence qu'il a animée à Brazzaville avec les membres du club. Rémy Ayayos Ikounga a saisi cette occasion pour réaffirmer son attachement à l'équipe, souhaitant ne pas la voir sombrer après sa retraite. Aussi a-t-il promis une contribution de cinquante millions de FCFA au comité de gestion qui sera mis en place pour lui permettre de gérer les affaires courantes. C'est la preuve que la page de neuf saisons de ce dirigeant, animé d'un optimisme chronique et incorrigible à la tête de Fauves du Niari, vient d'être tournée. Le colonel Rémy Ayayos Ikounga arrête, certes, toute activité de dirigeant sportif actif mais son amour pour les Fauves du Niari l'oblige encore à demeurer membre de cette famille.

« Je peux dire, de façon solennelle, qu'après réflexion profonde et sérieuse, j'ai résolu de cesser toute activité de dirigeant sportif actif. Mais je demeure évidemment membre de la famille Léopards. C'est pour cela que nous avons pensé opportun d'analyser la suite à donner aux activités de ce club qui est arrivé à un niveau particulièrement respectable. Evidem-

ment, je ne pouvais pas prendre une telle décision sans penser à l'avenir du club », a-t-il commenté. En promettant de rester l'un des donateurs, Rémy Ayayos Ikounga envoie un message à ceux qui vont prendre le relais: celui de voir l'AC Léopards briller davantage sur l'échiquier national même si sa retraite sportive oblige l'équipe à revoir un peu ses ambitions sur la scène continentale. Les cinquante millions, qui constituent la preuve de son attachement à ce club, permettront au comité de gestion de régler les problèmes les plus urgents, à savoir regrouper tous les joueurs et le staff technique pour la reprise immédiate des entraînements. « Ce club que beaucoup de Congolais chérissent ne peut sombrer ou faiblir parce que ma modeste personne n'est plus particulièrement active en son sein. C'est pour cela que j'ai écouté ses dirigeants historiques qui ont montré leur fidélité mais aussi leur engagement à mes côtés. Et à l'issue de nos échanges, j'ai pensé, pour rattraper déjà le temps perdu par rapport à la saison que nous amorçons, de réunir bien que difficilement (mais nous avons pu le faire grâce à l'apport de mes soutiens et de mes réseaux) la somme de cinquante millions de francs CFA que nous mettons à la disposition du comité de gestion qui sera mis en place pour que l'AC Léopards commence déjà sa saison sportive », a-t-il expliqué, au terme de la rencontre. Le dirigeant sportif congolais qui a plus joué des matches de la coupe d'Afrique a ajouté, plus loin : « Cela est une gageure mais c'est un impératif puisque nous avons la coupe d'Afrique à pré-



Rémy Ayayos Ikounga (au centre) et les dirigeants de l'AC Léopards de Dolisie/Adiac

parer. Le comité de gestion a une tâche ardue mais je suis sûr qu'il se montrera à la hauteur de celle-ci». Visiblement, Rémy Ayayos Ikounga n'a pas rompu tous les contacts avec les Fauves du Niari. Car il a lui-même assuré qu'il suivra, en sa qualité de donateur, avec beaucoup d'intérêt le développement de toutes les activités liées au club. « Je reste aussi un contributeur puisque chaque membre de la famille doit apporter sa contribution aux activités du club. Moi, comme tous les autres, je ferai mon devoir de membre de la famille, de supporter même si je ne suis plus actif », a-t-il promis.

« Cette passion m'a dévoré »

Le colonel a profité de l'occasion pour remercier tous ceux qui l'ont accompagné dans cette belle aventure qu'il a qualifiée d'exaltante et de leur exprimer sa profonde reconnaissance. « Elle était tellement exaltante que je pourrai même avoir des larmes aux yeux si je continue à en parler. Je pense que tous ceux qui m'ont accompagné continueront à aimer l'AC Léopards. Quant à moi, je

peux dire aux supporters de l'AC Léopards que je reste un des leurs et qu'à tout moment, mon soutien ne leur manquera jamais », a-t-il souligné, avant de souhaiter bon vent au comité de gestion qui, selon lui, se montrera à la hauteur de sa tâche et de sa mission.

Il a, par ailleurs, reconnu qu'il ne dispose plus de force et d'engouement nécessaires pour relever les prochains défis qui se présenteront aux Fauves du Niari. « Vous savez que neuf saisons durant, j'ai tout donné à l'AC Léopards et au football congolais et même prétentieusement, je peux dire africain. J'ai donné de mon temps, de mon énergie, de mon intelligence. J'aimerais même dire, sans fausse modestie, de ma poche. Et cette passion m'a dévoré. Je suis allé au bout de ma passion. Je n'ai plus la force et l'engouement nécessaires pour livrer encore de grandes batailles. Je peux même dire même ma santé a pris un coup. Il était temps, après plusieurs réflexions personnelles mais aussi l'interpellation de la famille, de passer le relais

à d'autres », a argumenté Rémy Ayayos Ikounga.

Son règne à l'AC Léopards de Dolisie a été pour lui une belle école puisqu'il reconnaît avoir passé de très belles années. Il a récolté des meilleurs souvenirs de sa vie comme en témoigne la coupe d'Afrique, en 2012, et aussi des moments amers à l'image de l'accident de Guelord Bhebey Ndey, lors de la 3^e journée des matches de poules de la Coupe de la confédération 2015 face au Zamalek. « Cet accident de notre fils, Bhebey Ndey, nous tourmente toujours. Il nous taraude l'esprit chaque jour et chaque nuit. Mais qu'à cela ne tienne, c'était une très grande expérience. Mais ce genre de décisions, on ne les prend pas facilement », a-t-il avoué, promettant qu'en dehors du football, il continuera à oeuvrer dans le domaine social et humanitaire.

Ce qu'il faut retenir des neuf saisons d'Ayayos

Rémy Ayayos Ikounga a gagné seize trophées dont quinze au niveau national, sans compter la super coupe du Congo. Les Léopards messieurs ont été quatre fois champions nationaux (2012, 2013, 2016 et 2017) et cinq fois vainqueurs de la coupe nationale (2009, 2011, 2013, 2016 et 2017). Les dames aussi ont gagné à cinq reprises la coupe du Congo et un titre national en 2016. Au niveau international, les Fauves du Niari ont remporté la coupe de la Confédération en 2012. Avec ce club, il a disputé plus de soixante-dix matches de compétitions africaines avec pour bilan : trente victoires, dix-sept nuls et vingt-six défaites. Les résultats parlent d'eux-mêmes.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

A propos du Sommet UA-UE d'Abidjan

Nous l'avions écrit ici même avant que se tienne, à Abidjan, le Sommet de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) : rien de très concret ne sortirait, et d'ailleurs ne pouvait sortir de la cinquième grand-messe qui devait réunir les dirigeants de quatre-vingt-trois pays au cœur de la capitale de la Côte d'Ivoire. Et c'est bien ce qui s'est passé même si les responsables des deux communautés affirment aujourd'hui le contraire.

Il semble, cependant, qu'un pas décisif ait été franchi sur la voie d'un resserrement des liens entre les deux continents, non pas lors des réunions auxquelles participaient tous les chefs d'Etat et de gouvernement présents, mais à l'occasion des nombreux entretiens privés qui se sont tenus en marge du Sommet. Ce pas décisif concerne trois sujets bien différents :

° Premier sujet : la crise qui dévaste depuis des années la Libye. Reconnaisant les erreurs qu'ils avaient commises en faisant abattre le « Guide » Mouammar Kadhafi et en laissant des gangs criminels prendre le contrôle du pays, les dirigeants occidentaux ont enfin compris que seule l'UA est capable de mettre un terme à la dérive qui plonge ce pays dans le chaos, qui y entretient un

drame humanitaire sans précédent et qui menace désormais très directement les pays européens en raison de l'afflux incontrôlable des migrants vers leurs côtes. Certains de ces dirigeants, et non des moindres, auraient notamment tiré de la réunion, à Brazzaville, le 24 novembre, du Haut conseil des tribus et villes libyennes, la conclusion qu'ils feraient bien de ne plus s'ingérer dans le processus que met en place l'UA et que conduit en son nom Denis Sassou N'Guesso.

° Deuxième sujet : l'aide que les pays riches de la vieille Europe doivent apporter aux nations jeunes du continent africain. S'étant éloignés, pour des raisons diverses, du continent qu'ils avaient mis en coupe réglée pendant près de cinq siècles, d'abord par la traite négrière, ensuite par la colonisation, les dirigeants européens s'aperçoivent aujourd'hui qu'ils ne jouent pratiquement aucun rôle dans l'émergence d'un marché qui sera demain le plus vaste du monde ; ceci alors même que la Chine, qui a parfaitement compris la révolution en cours dans cette partie de la planète et qui s'emploie avec le succès que l'on sait à remplir le vide laissé par le repli sur soi des Européens, tire un grand, très grand profit de l'aide qu'elle apporte à l'Afrique. Inverser le sens du mouvement qui a conduit le Vieux continent à se retirer ne sera certainement

pas facile mais l'un des acquis du Sommet d'Abidjan semble être la prise de conscience de son absolue nécessité.

° Troisième sujet : la découverte du fait que l'Afrique sera, dans les années et les décennies à venir, l'un des moteurs, sinon même le moteur de la lutte contre le dérèglement climatique qui menace désormais de façon claire l'espèce humaine dans son ensemble. Une évidence dont les pays industriels n'avaient visiblement pas mesuré jusqu'à présent la véritable dimension, mais qui a été soulignée avec force lors du Sommet d'Abidjan et qui influencera fortement la réunion qui doit se tenir à Paris, le 12 décembre, à l'initiative d'Emmanuel Macron, pour tenter d'avancer sur la voie de la protection de l'environnement. Même si elle n'est pas encore soutenue de façon concrète par l'UE, il est clair qu'une initiative comme la création du Fonds bleu des pays du Bassin du Congo, décidée à Oyo il y a neuf mois par les douze pays de l'Afrique centrale, commence à faire bouger les lignes dans ce domaine stratégique entre tous.

Le proche avenir dira si ce qui est écrit ici relève de la réalité ou du phantasme, mais les entretiens bilatéraux ou en petit comité qui ont accompagné le Sommet d'Abidjan sont d'ores et déjà porteurs d'espoir.

Jean-Paul Pigasse